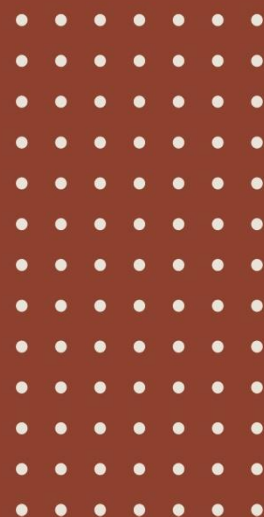




La Revue Africaine de Vérification Intégrée



Annuelle

Numéro 26

Décembre 2023

La Revue Africaine de Vérification Intégrée paraît chaque année en décembre; en trois langues, à savoir l'arabe, l'anglais et le français. Elle a pour objectif de fournir au personnel des ISC membres de l'AFROSAI les divers thèmes techniques et les actualités régionales et internationales en matière d'audit.

Il convient de noter que tous les articles et idées publiés dans la Revue reflètent les points de vue de leurs auteurs et n'expriment pas forcément l'opinion de l'AFROSAI et de son Comité de Rédaction.

Le Comité de Rédaction de la Revue invite le personnel des ISC membres de l'AFROSAI à lui envoyer leurs articles, idées et suggestions pour publication dans cette Revue sur les adresses suivantes:

République Arabe d'Égypte
Accountability State Authority

Département Central des
Relations Internationales et des Conférences
Route Salah Salem, Cite El Nasr;
Le Caire – Égypte

Boîte postale: 11789

Tel: 002-02-24018310

Fax: 002-02- 24017086 / 24018322

Adresses e. mail:

ircdept@yahoo.com

ircdept@asa.gov.eg

Site de l'ASA:

<https://asa.gov.eg>

Le Comité de Rédaction de la Revue

Président
L'ISC de l'Égypte

Membres

L'ISC du Mozambique

Représentant de l'Organisation Sous Régionale
des ISC Anglophones (AFROSAI-E)

L'ISC de la Côte d'Ivoire

Représentant de l'Organisation Sous Régionale
des ISC Francophones (CREFIAF)

L'ISC de la Tunisie

Représentant de l'Organisation Sous Régionale
des ISC Arabophones (AFROSAI-A)

**La Direction de Communication de la Direction
Exécutive de l'AFROSAI**

L'ISC de l'Algérie

Dans ce Numéro

4	Éditorial: "L'Avenir de la Profession d'Audit à la Lumière des Applications de l'Intelligence Artificielle"
8	Première Section: Articles scientifiques
	<u>Articles édités</u>
9	- "Un modèle proposé pour mesurer les émissions de carbone comme l'un des mécanismes de réglementation pour lutter contre le changement climatique" - ISC de l'Égypte
19	- "Le partenariat entre les secteurs public et privé. Quelle contribution l'ISC a-t-elle pour atteindre son efficacité ? " - ISC de l'Algérie
29	- "L'impact de la transformation numérique sur la stimulation du Développement Durable - Expérience de l'ISC de l'Égypte (ASA)" - ISC de l'Égypte
	<u>Article traduit</u>
41	- "La réalisation d'un audit de cybersécurité de l'exploitant des réseaux de transport d'énergie électrique" - ISC du Maroc
53	Deuxième Section: Actualités et Activités
54	Actualités des ISC Membres de l'AFROSAI
54	- Nomination de Nouveaux Présidents d'ISC Membres de l'AFROSAI
55	- Actualités et Activités
79	Actualités des Commissions Techniques
80	La Commission de Renforcement des Capacités Techniques et Institutionnelles
80	1. Activités du Groupe de Travail de l'AFROSAI pour l'Audit Environnemental (WGEA)
82	2. Activités du Groupe de Travail du Professionnalisme
82	La Commission de Renforcement des Capacités Organisationnelles
83	Nouvelles de l'AFROSAI-E
89	Réunions du Conseil des Auditeurs Externes de l'Union Africaine
93	Réunions du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA)

Éditorial



H.E Conseiller / Hesham Badawy
Président de l'ISC de l'Égypte (ASA)

"L'Avenir de la Profession d'Audit à la Lumière des Applications de l'Intelligence Artificielle"

L'utilisation des systèmes de l'intelligence artificielle a subi une grande révolution dans l'évolution des formes de vie dans tous les domaines, et a donné plus de capacité à surmonter ses difficultés et ses défis.

Dans le domaine de l'audit, la progression des techniques de l'intelligence artificielle a fourni des opportunités aux auditeurs pour améliorer la qualité de leurs travaux. En même temps, elle a accentué le défi de maintenir leur compétitivité dans le monde d'audit.

Les applications de l'intelligence artificielle sont considérées comme les applications technologiques les plus importantes dans la profession de compatibilité et d'audit et qui fournissent des méthodes avancées et des systèmes intelligents donnant certaines caractéristiques similaires à l'intelligence humaine.

La profession de compatibilité et d'audit fait face à un grand défi qui se manifeste dans la nécessité de réagir avec l'environnement de l'intelligence artificielle en fournissant les outils qui permettent d'effectuer l'audit numérique d'une part, et en établissant des normes professionnelles qui guident et orientent le traitement efficace de ces systèmes et qui permettent de bénéficier de ce qu'ils

fournissent aux auditeurs dans de nombreux aspects y compris les analyses des données, la limitation des risques d'audit, l'amélioration des résultats du processus d'audit, et l'élaboration de rapports intégrés.

Certaines études prédisent qu'environ un tiers des opérations d'audit des entreprises sera effectué en utilisant les technologies de l'intelligence artificielle en l'année 2025.

Les recherches également confirment que le futur et l'évolution de la profession d'audit dépendront en premier lieu du degré de sensibilisation des responsables de la profession d'audit à l'importance de faire face aux défis techniques, notamment les applications de l'intelligence artificielle.

Sans doute l'utilisation des applications de l'intelligence artificielle et d'autres innovations technologiques exigera des compétences différentes pour suivre le rythme de ces évolutions.

Les impacts les plus importants de l'intelligence artificielle sur la profession de compatibilité et d'audit se représentent dans le transfert des expertises humaines accumulées aux machines intelligentes, l'économie du temps, de l'effort et de l'argent pour accomplir les opérations d'audit, en plus l'enrichissement des analyses des informations et l'amélioration de leurs qualités, l'évitement de la fraude comptable et la limitation des erreurs. L'intelligence artificielle aide aussi les auditeurs à être plus productifs et compétents et par conséquent améliorer le niveau de service des parties bénéficiant des résultants des opérations d'audit.

Il est donc nécessaire de préparer les auditeurs à faire face aux différentes techniques d'intelligence artificielle et aux packages et programmes d'audit à travers la formation continue qui suit les évolutions rapides de ces technologies.

Bien que les systèmes d'intelligence artificielle se caractérisent essentiellement par des capacités proches de la simulation de l'intelligence humaine, on ne s'attend pas à ce que les machines remplacent complètement l'être humain car les machines et les appareils, malgré leurs énormes capacités de traitement et d'analyse de données, ils ne peuvent pas simuler l'intelligence humaine, et l'être humain demeure la créature qualifiée pour analyser et interpréter les données résultant de l'utilisation des applications de l'intelligence artificielle et maximiser le profit de leurs utilisations.

Cependant, les auditeurs des ISC n'ont d'autre moyen que de se qualifier pour utiliser et suivre les développements technologiques notamment l'intelligence artificielle, et profiter de leurs avantages dans les processus d'audit, car il n'y aura aucune place dans le monde de l'audit pour ceux qui tardent à suivre le rythme des évolutions techniques rapides.

C'est pour cela qu'il y a une nécessité absolue pour que les organisations professionnelles, les instituts, les universités et les ISC incluent dans leurs plans et programmes d'études des programmes visant à qualifier, former et encourager les auditeurs à s'adapter aux techniques de l'intelligence artificielle et à leurs utilisations dans le domaine de l'audit, tout en s'efforçant d'anticiper les évolutions rapides des technologies et de développer des mécanismes pour y faire face.

Première Section
Articles Scientifiques

Article rédigé



Un modèle proposé pour mesurer les émissions de carbone comme l'un des mécanismes réglementaires pour lutter contre les changements climatiques

Rédigé par: Comptable/ Sara Gamil Mosaad Mohamed;
Premier auditeur- ISC de l'Égypte

Introduction

L'état actuel des émissions mondiales de dioxyde de carbone indique que ces émissions sont le principal moteur du changement climatique mondial, et que pour éviter les graves impacts du changement climatique, le monde doit réduire ses émissions de toute urgence. L'idée de mesurer les émissions de carbone répond à la recommandation du Groupe de la Banque mondiale et de ses partenaires selon laquelle les efforts de recherche et les pratiques à l'échelle mondiale devraient être combinés pour réduire les changements climatiques causés par l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, qui représentent la plus grande partie, alors que la pression sur les sociétés causant ces émissions, de les réduire par la réorganisation des charges de production,

et intégrer les charges liées à l'émission de carbone, stimuler l'innovation dans les nouvelles technologies et méthode à faible émission de carbone. A partir de là, la proposition du modèle de mesure des émissions de carbone est devenue nécessaire pour participer à la réalisation d'une stratégie de charge des émissions de carbone en plus de l'utilisation de ce modèle comme outil d'audit environnemental.

Par conséquent, l'objectif de l'article consiste à présenter un modèle contribuant à la réduction du carbone et au soutien à une production propre afin d'éviter les impacts graves du changement climatique, et en réponse aux efforts des organisations internationales mondiales et locales pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter. Et ce, outre le rôle joué par la

République arabe d'Égypte en devenant le plus grand centre régional d'échange de certificats de réduction des émissions de gaz à effet de serre en vue de développer le marché des capitaux par l'ajout de nouveaux instruments financiers non

traditionnels. Le terme « les certificats de carbone » est l'un des mécanismes de financement novateurs pour contrer les effets négatifs des changements climatiques⁽¹⁾

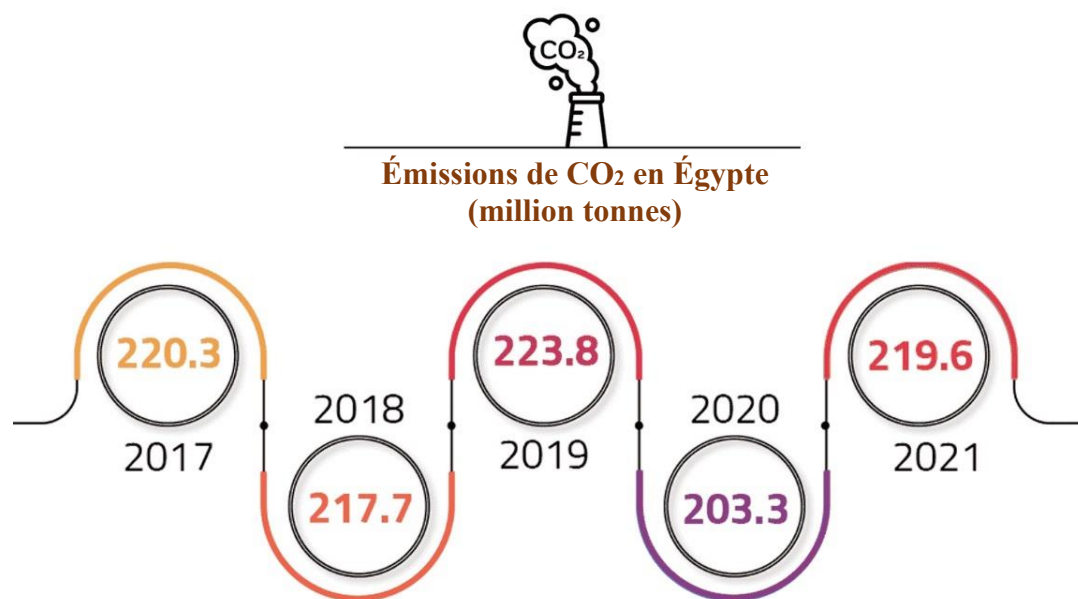


Schéma N°1 présente l'ampleur des émissions de CO₂ en Égypte sur cinq ans, de 2017 à 2021.

Source: AF Securities Trading Company.

L'objectif de l'article est de combiner l'approche théorique consistant à présenter certains éléments liés au carbone avec l'approche pratique consistant à présenter un modèle proposé d'émissions de carbone en énumérant certains éléments, comme suit:

Définition des émissions de carbone:

Les émissions de carbone signifient la libération de carbone dans l'atmosphère, les émissions de dioxyde de carbone provenant des gaz à effet de serre représentent environ les trois quarts des émissions de gaz.

Inconvénients des émissions de carbone:

Les émissions de carbone ont plusieurs inconvénients, peut-être les plus importants qui causent le changement climatique en emprisonnant la chaleur, et les niveaux élevés de dioxyde de carbone atmosphérique qui endommagent l'agriculture, conduisent à des déséquilibres de l'azote et du carbone, d'où la faible productivité. Il convient de noter que les émissions mondiales de CO₂ ont augmenté régulièrement depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'à aujourd'hui, les estimations pour 2022 indiquent que les émissions mondiales de CO₂ provenant des combustibles fossiles et du ciment ont augmenté de 1,0 % en 2022, pour atteindre un niveau record de 36,6 milliards de tonnes de CO₂.⁽²⁾

Ce que signifie atteindre zéro émission de carbone:

Les émissions de carbone à zéro sont atteintes lorsque les émissions de CO₂ provenant des activités sont réduites aux niveaux absolus minimaux possibles

(au niveau le plus proche possible de zéro), et toute « émission résiduelle » est compensée par une quantité équivalente d'opérations de déshumanisation⁽³⁾ permanente établie de manière à ne pas émettre dans l'atmosphère.⁽⁴⁾

Modèle de mesure des émissions de carbone⁽⁵⁾:

La première étape pour réduire les émissions de carbone est de mesurer ces émissions, le processus de déclaration du carbone implique la collecte des données sur le dioxyde de carbone par type d'émission et par stade de production, et les données sont ensuite évaluées conformément aux normes de comptabilisation du carbone reconnues à l'échelle internationale.

Ce modèle montre comment suivre et répartir les émissions de carbone associées aux matières premières et au processus de production pour 2 produits finaux. Ainsi, l'accent sera mis sur deux produits finaux et un certain nombre de 2 gaz à effet de serre (CH₄-CO₂).

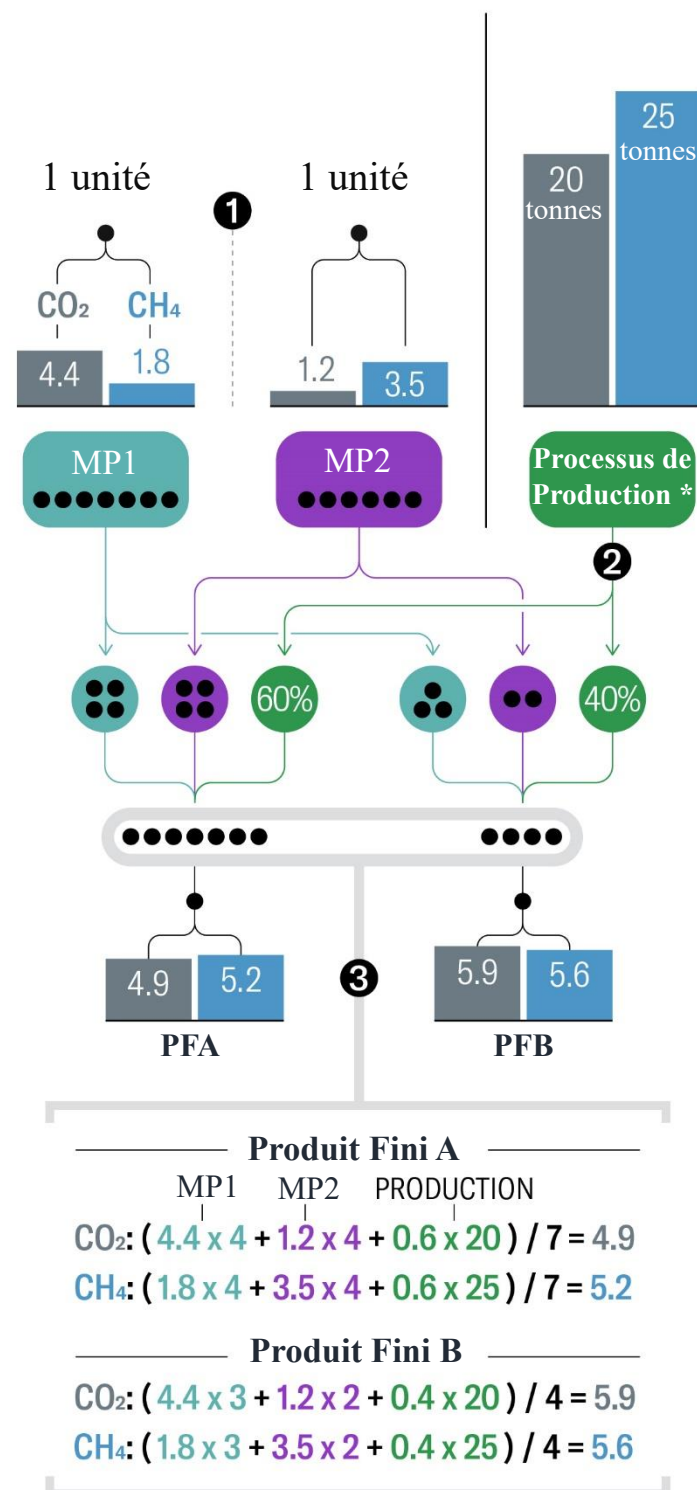
❶ Le passif environnemental du fabricant en début de période comprend celui de deux matières premières achetées (MP1 et MP2), créées par les processus d'extraction, de production et de distribution utilisés par les fournisseurs en amont.

❷ Le processus de production du fabricant convertit 7 unités de MP1 et 6 unités de MP2 en 7 unités de produit fini A (PFA) et 4 unités de produit fini B (PFB). Ce processus génère lui-même 20 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et 25 tonnes d'émissions de méthane (CH₄), qui comprennent des passifs environnementaux achetés auprès du fournisseur d'électricité du fabricant et l'amortissement des passifs environnementaux associés aux équipements capitalisés.

❸ Les calculs (à droite) montrent comment les passifs environnementaux des intrants (MP1 et MP2), plus les passifs environnementaux du processus de production du fabricant, sont transférés à des passifs environnementaux en CO₂ et CH₄ tonnes/unité des deux produits finis, PFA et PFB, en fonction des quantités d'intrants et la production du temps de production. Comme ces produits finis sont vendus aux clients du fabricant, les passifs environnementaux du PFA et du PFB pour le CO₂ et le CH₄ sont soustraits des comptes du passif environnemental du fabricant et ajoutés à ceux de ses clients.

Les passifs environnementaux accumulés du fabricant

Tonnes par unité



*Les chiffres indiqués représentent le total des gaz à effet de serre produits pendant le processus de production

Les mesures les plus importantes pour réduire les émissions de carbone dans l'environnement égyptien:

La Loi environnementale égyptienne N°4 de 1994, modifiée par la loi N° 105 de 2010:⁽⁶⁾

- Évaluation de la faisabilité environnementale des projets comme base pour l'autorisation en termes d'impact environnemental.
- Les matériaux, machines et équipements dont les taux d'émission dépassent les limites admissibles ne sont pas autorisés.
- Les sanctions sont: l'emprisonnement, les amendes, ainsi que les indemnisations pour l'enlèvement des dommages placés dans le Fonds de protection de l'environnement.
- Promouvoir l'innovation dans les technologies à faibles émissions par un système d'incitations aux réalisations exceptionnelles en matière de protection de l'environnement.

La Loi de Management des déchets N°202 de 2020:⁽⁷⁾

- Établir des prix incitatifs pour les engrais, les minerais et les carburants de

remplacement en coordination avec les ministères et les intervenants.

- Obliger ceux qui produisent des déchets dangereux, que ce soit dans leur état invasif, liquide ou solide, à prendre toutes les réserves spécifiées par le dispositif pour s'assurer qu'aucun dommage n'est causé à l'environnement.

Les mesures les plus importantes des programmes de coopération internationale dans l'environnement égyptien pour réduire les émissions de carbone:

- L'initiative de la Banque mondiale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et la Division du ciment du ministère égyptien de l'Industrie et du Commerce et la Banque du Caire, de financer de 10 millions de dollars le Fonds de croissance verte pour la construction de voies à faible teneur en carbone dans l'industrie du ciment.⁽⁸⁾
- Poursuivre des voies de développement à faibles émissions de carbone en intégrant les questions climatiques dans

l'action et en améliorant l'innovation et le renforcement des capacités par le biais du programme égyptien de 71 millions de dollars financé par le Protocole de Montréal pour des offres à faible coût et des émissions dans la fabrication de composites de carbone.

- Le programme a collaboré avec le ministère de l'Environnement et le service environnemental mondial, pour réduire les émissions de carbone et la consommation d'énergie dans le secteur des transports grâce au lancement du projet "Transport durable pour l'Égypte".

Développement de normes comptables égyptiennes dans le domaine de la mesure et de la divulgation des émissions de carbone:

L'importance de l'élaboration de normes comptables égyptiennes reste d'inclure une norme indépendante de mesure et de divulgation obligatoire du coût des émissions de carbone afin de compléter le système égyptien aux efforts internationaux dans ce contexte, en fournissant des informations appropriées, fiables et comparables à l'appui de la prise de décision des différentes parties

concernées, à condition que le coût des émissions soit divulgué.⁽⁹⁾

Le rôle de la technologie dans la réduction des émissions de carbone:

Les solutions technologiques numériques font partie intégrante de la gestion des émissions de carbone. Avec la nouvelle révolution des données, les cycles décisionnels sur l'action en matière de changement climatique peuvent être accélérés en acceptant le nouveau potentiel offert par les technologies de Big Data et l'intelligence artificielle et l'Internet des objets, et en fournissant aux individus, aux entreprises, aux villes et les gouvernements disposant d'un large éventail d'informations précieuses fondées sur des données réelles sur les émissions afin d'accélérer l'accès à des décisions plus précises.⁽¹⁰⁾

Pratiques à l'échelle mondiale en matière d'émissions de carbone:

- **Certification ISO 14067 - Empreinte carbone des produits⁽¹¹⁾:** L'empreinte carbone du produit indique la quantité totale d'émissions de gaz à effet de serre résultant d'un produit de matières premières,

de fournisseurs, de conception de produits, de processus de fabrication, de transport, d'utilisation et d'élimination par les consommateurs.

- **Norme de neutralisation du carbone PAS 2060⁽¹²⁾**: PAS 2060 peut aider à surmonter l'incertitude et à maintenir la confiance dans les efforts de gestion et de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La norme s'applique à toutes les entreprises, ce qui signifie que vous pouvez atteindre la neutralité carbone dans toutes les régions.

Les efforts de l'Égypte pour réduire les émissions de carbone⁽¹³⁾:

- L'Égypte est l'un des premiers signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, du Protocole de Kyoto et de son Accord de Paris, qui vise une vision globale de la transition vers une énergie propre et zéro émission en 2050.
- Création du Comité de surveillance et de contrôle des réductions d'émissions de carbone (CEP) conformément à la décision n° 57 de 2023 de l'Autorité générale de surveillance financière.

- Lancement de la Stratégie de l'Égypte pour la diversification de l'énergie en 2022.
- Dans le cadre de la COP27 organisée par l'Égypte en novembre 2022, plusieurs accords-cadres ont été signés dans le domaine des énergies renouvelables pour réduire les émissions de carbone. L'initiative "Low Carbon Transport for Urban Sustainability (LOTUS)" a été lancée, visant à décarboniser les réductions de transport.
- Adopter la Stratégie nationale sur les changements climatiques à l'horizon 2050 avec une vision qui comprend la prise en compte efficace des impacts et des répercussions des changements climatiques et la gestion des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre des plans de développement économique durable de l'État.
- Adopter un programme global de réforme des politiques énergétiques, encourager les investissements dans les énergies renouvelables et adopter des programmes ambitieux pour inclure de nouvelles sources d'énergie alternatives telles que l'hydrogène vert, l'hydrogène bleu et l'énergie nucléaire.

- Plan technique de réduction des émissions (EMTP): 36 projets ont été mis en œuvre, entraînant une réduction de 6,5 millions de tonnes d'équivalent CO₂, avec un chiffre d'affaires de 40-50 millions de dollars par an dans le secteur pétrochimique.

Résumé



- Pour stabiliser le niveau des changements climatiques, il faut réduire les émissions nettes de carbone à zéro. La réduction des émissions de carbone n'est donc pas une option, mais une nécessité urgente et impérieuse qui exige des actions simultanées sur plusieurs fronts. Les solutions requises pour faire face au changement climatique varient selon la nature, la maturité et le coût. Les décideurs devront élaborer des directives et concevoir des outils appropriés (p. ex., règlements fiscaux) dans le but d'inciter toutes les parties prenantes à coopérer et à jouer leur rôle dans l'atténuation du changement climatique. Cela ne se fera qu'en atteignant une valeur comptable des émissions de carbone basée sur l'un des

modèles de mesure proposés. Malgré les initiatives lancées par plusieurs pays pour lutter contre le changement climatique, nous avons encore besoin de plus d'efforts à tous les niveaux pour nous garantir l'atteinte d'un monde sans carbone. La révolution numérique et la reconnaissance de la capacité des outils technologiques modernes mèneront également à un monde plus durable où les nouvelles technologies comme internet des objets et l'intelligence artificielle, permettront de réaliser d'énormes résultats en aidant tous les secteurs à réduire les émissions de carbone et l'amélioration de l'empreinte carbone.

Références



- 1- À la lumière du décret du Premier Ministre N° 4664 de 2022 et des articles contenus dans la Loi du capital, qui sont de nouveaux articles N° 35 bis 7 et 35 bis 8, dans lesquels a été créée la Bourse égyptienne pour un marché volontaire pour l'échange de certificats de réduction des émissions de carbone, et l'article 35 bis 8 a cité la création d'un comité en coordination avec le ministère de l'Environnement dont les membres comprennent des représentants des parties concernées ; "Comité de surveillance et de contrôle des unités de réduction des émissions de carbone" (URCE). Ce comité établit, met à disposition, supervise et contrôle les règles relatives aux certificats de réduction des émissions de carbone.
- 2- H Shoaib et al (2020), Impact of financial development on CO₂ emissions: A comparative analysis of developing countries(D8) and developed countries(G8), Environmental Science and Pollution Research volume 27,12461–12475.
- 3- Les absorptions d'émissions anthropiques se réfèrent à l'élimination des émissions de gaz à effet de serre de l'atmosphère par des activités humaines délibérées, par exemple par des solutions technologiques (captage et stockage directs du dioxyde de carbone) ou par des solutions naturelles (remise en état des terres et amélioration de la gestion des forêts).
- 4- Dogru, T., et al (2020), The nexus between tourism, economic growth, renewable energy consumption, and carbon dioxide emissions: contemporary evidence from OECD countries. Environ. Sci. Pollut. Res. 27 (32), 40930-40948.
- 5- [Robert S. Kaplan](#) and [Karthik Ramanna](#) (2021), Accounting for Climate Change, A version of this article issue of Harvard Business Review.
- 6- Loi égyptienne sur l'environnement, modification N° 105 année 2010, journal officiel, N° 42 bis a, octobre 2010.
- 7- La loi de Management des déchets N° 202 de 2020, journal officiel, N°41 bis b, octobre 2020.
- 8- Site officiel de la Banque mondiale <https://www.worldbank.org>.
- ٩- محمد أحمد مطر، محمد إبراهيم الجوهري، أثر التنمية المالية على انبعاثات الكربون في مصر خلال الفترة ١٩٩٠-٢٠٢٠، المجلة العلمية للدراسات والبحوث المالية والتجارية، م.ع، ١٠، ٢٠٢٣، ص٢٨-٥٤.

- 10- Ehigiamusoe, (2022), The roles of financial development and urbanization in degrading environment in Africa: Unraveling non-linear and moderating impacts, Energy Reports 8 1665–1677.
- 11- L'Organisation internationale de normalisation (ISO) a publié la norme suivante sur l'empreinte carbone en 2013: gaz à effet de serre TSE ISO/TS 14067-empreinte carbone des produits - en cas de conformité aux critères de cette norme, les entreprises réduisent l'impact environnemental de leurs activités quotidiennes en effectuant des analyses de l'empreinte carbone.
- 12- PAS 2060 est une spécification détaillant comment la neutralité en dioxyde de carbone produite et diffusée par la British Standards Foundation a été démontrée en 2009.
- 13- On peut se référer à:
 - Site Web officiel du ministère égyptien de l'Environnement, National Emission Monitoring Network <http://eeaa.gov.eg>.
 - Site Web officiel du Cabinet égyptien - Centre d'information et d'aide à la décision www.idsc.gov.eg.

Article rédigé



Partenariat Public-Privé: Quelle contribution des ISC à l'atteinte de leur efficacité ?

Rédigé par: Hocine BELFODIL,
Conseiller à la Cour des comptes, Algérie

Introduction

La coopération entre les secteurs public et privé à travers le monde, se présente sous multiples formes, telles que les contrats de concession de services publics à long terme, connus dans l'ancien système français ou la formule par laquelle les autorités publiques locales des États-Unis d'Amérique ont confié à des entreprises du secteur privé la réalisation de projets de développement urbain afin de réduire le financement des programmes de développement local par le gouvernement fédéral à la fin des années 1970. Cependant, la plupart des juristes s'accordent à dire que la Grande-Bretagne est le berceau et le développement des contrats PFI sous leur forme moderne, où le concept est passé

d'une initiative de financement privé à un partenariat public privé⁽¹⁾.

En l'absence d'une définition précise et universellement reconnue du concept de partenariat public-privé, nous nous contenterons de faire référence à celle adoptée par les organisations internationales en la matière à l'image de la Commission européenne, qui a mis en place un certain nombre de caractéristiques qui distinguent les contrats de partenariat public-privé des autres types de contrats administratifs. Les contrats de PPP se caractérisent, selon cette commission, par:

- la durée relativement longue du contrat;
- le mode de financement du projet assuré totalement ou en partie par le secteur privé;

- le rôle important de l'opérateur économique qui contribue à la conception, le financement, la réalisation, et la mise en œuvre du projet;

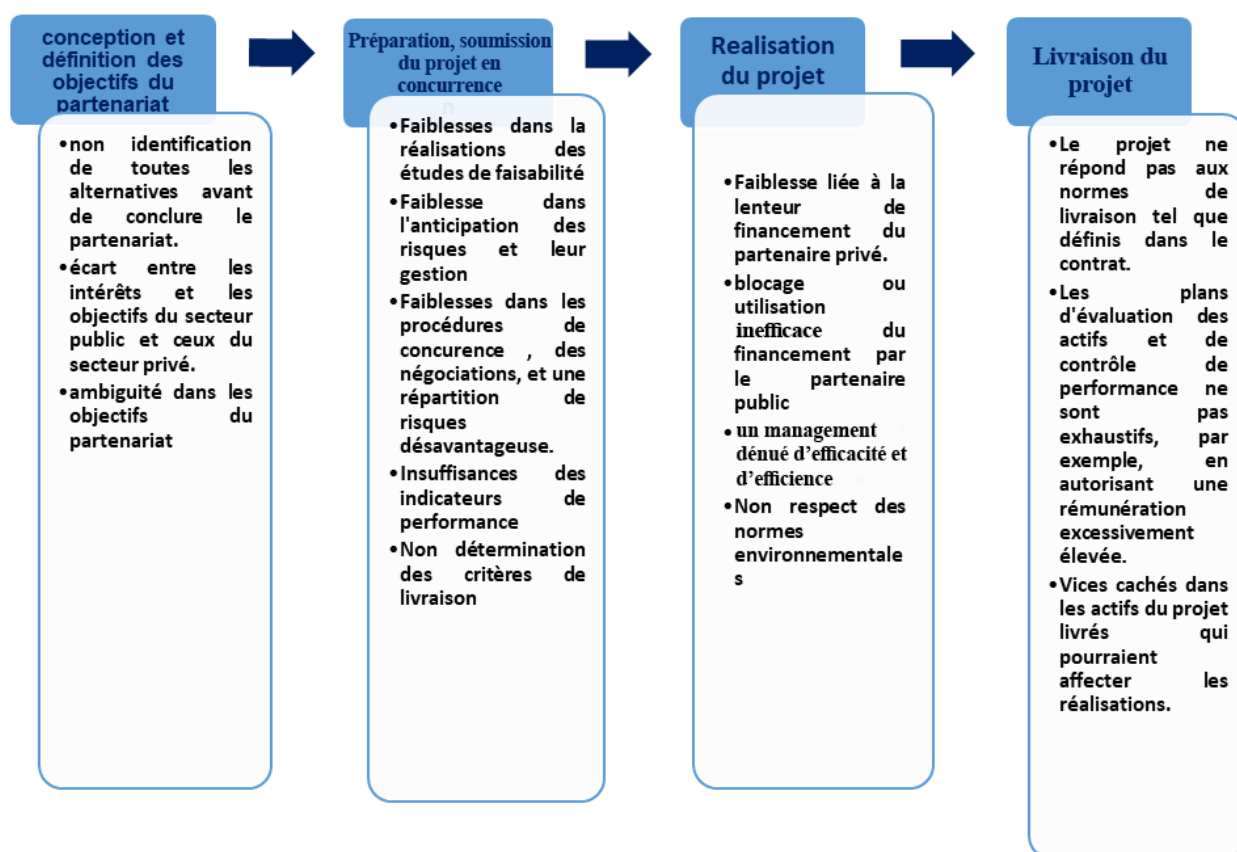
Outre ces caractéristiques, d'autres paramètres sont avancés par les juristes:

- Le caractère d'intérêt général que revêt le projet;
- Le partenaire privé doit faire preuve d'innovation et de rapidité dans la mise en œuvre du projet.

Le concept de partenariat public-privé peut également inclure une forme de « coopération innovante » entre autorités publiques et partenaire privé, chaque partenaire conservant son identité et ses responsabilités dans le but de mettre en œuvre un projet à valeur ajoutée (sur le plan financier, social, et opérationnel), sur la base d'une répartition claire des tâches, des risques, et des responsabilités. Le partenariat couvre fondamentalement un concept politique, économique et budgétaire, qui est un fait à formes multiples, plutôt qu'une idée juridique spécifique.⁽²⁾

Les contrats PPP permettent à l'état de déléguer le contrôle de fourniture de services à une entité du secteur privé. Pour garantir l'efficacité de ces contrats, il convient de prendre en compte plusieurs facteurs tels que les objectifs du projet, la conception du partenariat, la sélection des bons partenaires et la mise en œuvre de l'accord avec toute la diligence requise; tous ces facteurs impliquent des risques qui reflètent soit la qualité du service, soit l'exploitation de l'État, et s'ils ne sont pas gérés avec soin, ces risques peuvent l'emporter sur les avantages de la participation du secteur privé.⁽³⁾

Le diagramme ci-dessous présente les risques des contrats de partenariat public/privé, y compris, mais sans s'y limiter, à chaque étape du projet de partenariat.⁽⁴⁾



Etabli par l'auteur: sur la base d'une étude menée par l'Organisation asiatique des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, en 2007 / audit des contrats de partenariat PPP.

Les institutions supérieures de contrôle des finances ont un rôle important à jouer dans l'examen de la gestion efficace des risques liés au PPP et dans la formulation de recommandations à ce sujet. De ce point de vue, la question est de savoir comment les institutions supérieures de contrôle peuvent réagir pour contribuer à l'efficacité des projets de partenariat entre les secteurs public et privé.

Pour apporter des éléments de réponse à cette problématique, nous avons eu recours à une approche descriptive et analytique, en fonction des ressources disponibles. Et afin de couvrir le contenu de l'étude, nous avons décidé de la diviser en trois axes: dans le premier axe, nous avons essayé de montrer le rôle de l'INTOSAI dans le développement d'approches pour l'examen du partenariat

entre le secteur public et le secteur privé. Le deuxième axe a été consacré à l'examen des risques du partenariat entre les secteurs public et privé. Quant au troisième axe, nous avons expliqué les défis de l'examen du partenariat entre les secteurs public et privé.

I- Le rôle de l'INTOSAI dans le développement des méthodes d'audit des PPP

Tout comme la privatisation et les contrats de concession à long terme, le PPP se veut une autre forme d'interactivité entre les secteurs privé et public. Pour suivre cette tendance, l'INTOSAI a créé en 1993, le groupe de travail pour le contrôle de la privatisation, ce qui a grandement contribué à élargir l'examen de cette forme de coopération entre les deux secteurs. Au fil du temps, les ISC ont commencé à évaluer les aspects liés aux partenariats entre les deux secteurs,⁽⁵⁾ et, en conséquence, le groupe de travail chargé de la privatisation a fourni en 2004 des lignes directrices pour un contrôle méthodologique basé sur les risques du partenariat public/privé.

C'est ainsi que l'INTOSAI publia en 2007 un éventail d'orientations et de directives portant sur les bonnes pratiques de contrôle des financements public/privé et des concessions (ISSAI 5220). Dans le but de fournir un cadre logique aux ISC souhaitant contrôler les aspects liés à ces contrats ; un cadre logique leur permettant d'exercer un contrôle aux formes multiples, tel que le contrôle de conformité, le contrôle de performance, et de jouer des rôles essentiels dans l'amélioration de la gestion des programmes de partenariat entre les secteurs public et privé.

Les ISC peuvent à ce titre, s'assurer que les engagements découlant des contrats de PPP sont correctement reportés dans les budgets publics, et que les procédures relatives à ces partenariats sont respectées.

En plus, les ISC peuvent également effectuer des audits de performance, ou du rapport qualité/prix de certains projets de PPP. A cet égard, l'INTOSAI a recommandé que le projet PPP soit examiné immédiatement après son attribution, et que d'autres contrôles soient effectués tout au long de sa durée

de vie. Cet examen couvre tous les aspects qui ont une incidence sur le rapport qualité/prix.⁽⁶⁾

II- L'audit des risques liés au PPP

Les ISC se sont aussi intéressées à la gestion des risques liés à ces initiatives. À cet effet, les auditeurs doivent prendre en compte les bonnes pratiques en matière de gestion de ces risques, et dire si cela est prévu par la gouvernance des organismes responsables du partenariat.⁽⁷⁾

• Les risques organisationnels

Il s'agit de choisir le bon type de partenariat public/privé. Les auditeurs de l'ISC doivent vérifier l'étude de faisabilité menée par le représentant du secteur public, y compris les prévisions de la demande, les flux de trésorerie, le taux de rendement, etc...et examiner l'analyse effectuée avant de parvenir à une conclusion sur le type de partenariat choisi pour le programme.

• Les risques liés au financement

Ce point comprend deux questions. L'une relative à la facilité avec laquelle le financement nécessaire peut être obtenu,

et l'autre relative à l'allègement des charges d'intérêt et le remboursement du capital. Ce qui sera déterminé par le coût total du capital et le retour sur investissement.

• Les risques de mise en œuvre

Du moment où c'est au secteur privé, qui doit assumer les conséquences des retards et des changements résultant de son incompétence, l'ISC devrait ne doit donc pas nécessairement s'attacher à déterminer si le projet de PPP a atteint son résultat final, mais comment il l'a atteint. Les informations relatives à la répartition des risques permettent d'identifier les principaux objectifs de l'audit et de les cibler.

• Les risques de fonctionnement et de maintenance

Le représentant du secteur public est tenu d'assurer une maintenance de qualité des travaux, ainsi qu'un niveau acceptable du service fourni; mais tout cela reste étroitement lié aux normes et conditions contractuelles relatives au fonctionnement, l'entretien et le développement; des facteurs qui doivent

nécessairement, faire l'objet de contrôle et d'examen approfondi par les auditeurs.

- **Les risques liés aux revenus**

En raison de la baisse de la demande et des revenus, la stabilité du partenariat public/privé peut se trouver à un moment donné, déstabilisé par le départ du partenaire privé, ce qui entraîne non seulement, la perturbation des services, mais également un retard dans le développement ultérieur, ce qui a un impact négatif sur la génération des revenus potentiels. Aussi, il est bien nécessaire de savoir si la formule de consolidation des tarifs et des frais d'utilisation a été établie correctement, et a pris en compte les meilleurs intérêts des utilisateurs et des investisseurs.

- **Les risques liés aux imprévus**

Ils concernent en particulier l'écosystème politique et commercial, les changements technologiques, ou tout autre facteur pouvant modifier les règles de partenariat. Il est indispensable que les ISC s'assurent que ces conditions ont été prises en compte lors de l'étape d'élaboration du contrat de partenariat et

des négociations, tout en gardant en vue l'intérêt du secteur public.

- **Les risques liés à l'achèvement**

Ces risques surviennent suite à des défaillances du partenaire privé à cause d'une performance qui laisse à désirer, un endettement, ou une faillite..., que le partenaire public devra supporter. Dans ce cas précis, l'auditeur et en vue de parvenir à des conclusions, est appelé à examiner les procédures du choix du partenaire, l'élaboration des rapports périodiques, l'examen du système de contrôle interne, etc. Cette étape pourrait comporter plusieurs risques à cause l'effet négatif d'une administration médiocre sur le rapport qualité-prix lié à tout autre arrangement visant à fournir des services.

- **Les risques liés à la valeur résiduelle**

Ces risques surviennent à la fin du contrat PPP, au moment du transfert de l'actif au gouvernement qui doit supporter les risques. Dans un tel cas, les ISC devraient s'assurer que le contrat contient des termes adéquats concernant l'état des actifs, la manière dont ils sont évalués, ainsi que tout autre aspect, pour éviter les

conflits et les pertes causées par la mauvaise maintenance des actifs, et garantir ainsi, leur restitution dans les conditions voulues.

III- Les défis de l'audit des PPP

Le cadre juridique des contrats PPP n'est toujours pas clair, et la répartition des risques et des responsabilités entre les deux partenaires reste toujours complexe; ce qui constitue un réel déficit pour les ISC. Selon la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation,⁽⁸⁾ on a pu déterminer quatre difficultés constituant des défis majeurs pour les ISC: La durée et la complexité des projets de PPP, l'accès à l'information, la sensibilité politique, et les attentes des parlementaires et des citoyens.

• Durée et complexité des projets PPP

Les contrats PPP sont souvent signés pour une durée de plus de 20 ans, ce qui crée des défis liés à la conservation d'un grand volume d'information pour de longues périodes. Or, ces informations peuvent être perdues ou partiellement détruites au fil du temps, ou conservées de manière inappropriée. Le « turnover »

du personnel dans les structures de responsabilité peut aussi provoquer la perte de l'historique du projet et la discontinuité du projet.

• l'accès à l'information

La Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation a conclu qu'il y avait trois sortes de difficultés liées à l'accès à l'information pouvant survenir lors de l'opération d'audit des PPP.

La première difficulté peut venir du fait que les partenaires privés soient étroitement liés au projet de partenariat et à sa réalisation, et refusent aux auditeurs contraints de chercher des informations auprès de ces partenaires, l'accès à l'information faute de clause leurs garantissant ce droit⁽⁹⁾. Invoquant le caractère commercialement sensible ou la confidentialité de l'information recherchée.

La deuxième difficulté peut être quant à elle, le résultat du refus du partenaire public de l'accès à l'analyse ayant conduit à la décision portant sur le choix du mode PPP, mettant en avant le caractère confidentiel des informations demandées.

La troisième difficulté apparaît quand un audit lancé coïncide avec le début du projet de PPP, et avant même la conclusion du contrat. Les auditeurs pourraient dans ce cas, faire face au problème d'accès à l'information ayant fait l'objet de négociation avec le partenaire privé, et qui pourrait beaucoup changer tout au long de la durée de vie du projet.

- **La sensibilité politique**

Les opinions portant sur les partenariats PPP tendent vers la polarisation entre protagonistes et les antagonistes de ce mode partenariat qui, rend cette question très sensible politiquement dans beaucoup de pays, c'est pourquoi il est primordial que les auditeurs restent objectifs à ce sujet pour préserver leur partialité et leur crédibilité.

- **Les attentes des parlementaires et des citoyens**

Selon l'étude précédemment citée, les parlementaires et les citoyens peuvent avoir beaucoup d'attentes des opérations d'audit des PPP, pouvant dépasser la

capacité même des auditeurs à faire face à toutes ces attentes; soit en raison de la complexité de la question, soit à cause des limites de leurs mandats et de leurs ressources. Néanmoins, les auditeurs peuvent faire l'évaluation des informations et des opérations à même de soutenir les décisions capitales, et indiquer si les aspirations et les résultats étaient logiques par rapport à la situation en question.

Conclusion



Ni la jurisprudence ni les ingénieurs ni les économistes n'ont pu trouver une définition unifiée des contrats de partenariat entre les secteurs public et privé, ce qui est une preuve suffisante que le partenariat public/privé est un contrat innovant et distinct, et exprime une forme de « coopération créative » entre les pouvoirs publics; et le partenaire privé. Autant ces contrats sont bénéfiques pour les gouvernements à la recherche de financements non traditionnels pour des projets visant à alléger leur budget et à améliorer les services publics, autant ils

comportent des risques qui peuvent affecter négativement l'efficacité du projet s'ils ne sont pas gérés avec soin.

Les ISC ont bien saisi l'importance de cette équation et ont effectué plusieurs audits portant sur le partenariat public/privé, surtout depuis la promulgation de directives fondées sur les risques. Par contre ces mêmes institutions restent confrontées à de nombreux défis lors du contrôle de ces contrats tels que la complexité des projets de partenariat, la difficulté d'accès à l'information, et l'émergence de nouvelles formes de partenariat d'une part, et le manque de compétences spécialisées parmi les auditeurs d'une autre part, qui pourraient décourager leur contribution à l'efficacité des projets de partenariat public/privé. En conséquence, nous recommandons ce qui suit:

- Exécuter plus d'opérations d'audit des contrats PPP, en s'inspirant des directives et orientations de l'INTOSAI, pour acquérir plus d'expérience ;
- Chaque ISC devrait mettre en place, un ensemble de directives liées à l'audit du PPP proportionnelles à l'environnement qui rassemble les secteurs public et privé au sein de l'état.
- Œuvrer au renforcement des capacités des auditeurs et les doter de compétences qui leur permettent d'effectuer des travaux d'audit dans les différents aspects du PPP;

Références



- 1- NGUYEN Marie, Le model Français de partenariat public- privé: enjeux et conséquences pour le Vietnam, thèse doctorat de l'université de Toulouse, 2016, P12.
- 2- Yves Cabuy, Jean-Marc Wolter, Externalisation des missions des pouvoirs locaux, Belgique, Éditions Larcier, 2010, P60-62.
- 3- INTOSAI, Guidelines on Best Practice for the Audit of Risk in Public/Private Partnership, 2004, p01.
- 4- ASOSAI, Audit des conventions de partenariat entre le secteur public et privé, le 11eme projet de recherche, 2017, p 27.
- 5- John Bourn, Comptroller and Auditor General of the United Kingdom, Chairman of the Working Group on the Audit of Privatization, Foreword, Guidelines on Best Practice for the Audit of Risk in Public/Private Partnership, October 2004.
- 6- INTOSAI, guidelines on best practice for the audit of public/private finance and concessions, 2007, p11.
- 7- Voir le Guide de l'INTOSAI "Lignes directrices sur les meilleures pratiques de l'audit des risques dans les partenariats public-privé".
- 8- Pierre fréchette, L'audit de partenariat public-privé, Fondation canadienne pour l'audit, et la responsabilisation, Canada 2015, p13.
- 9- Op-cit, INTOSAI, Guidelines on Best Practice for the Audit of Risk in Public/Private Partnership, p22.

Article rédigé



L'impact de la transformation numérique sur la stimulation du développement durable - Expérience de l'ISC de l'Égypte (ASA)

Rédigé par: Comptable/ Zainab Mahmoud Moghazi;
Premier auditeur, L'ISC de l'Égypte

Introduction

Durant les dernières années, le monde a connu un développement technique accéléré et successif dans le domaine des microordinateurs, applications et moyens de communication, d'où les techniques d'information sont devenues, suite à leurs capacités énormes et leurs privilèges reconnu, indispensable.

Cette évolution technologique a conduit à l'émergence du concept de la transformation numérique qui est l'une des formes les plus importantes de cette évolution. Elle s'appuie sur Internet pour la communication, la connexion et la transformation des données et des informations d'un format papier au format numérique.

Le gouvernement égyptien a également montré un grand intérêt au développement technologique actuel et à la transformation numérique à travers la création du Conseil suprême pour la transformation numérique et la plateforme pour prestation de services gouvernementaux. Il a émis, aussi, des directives pour que tous les organismes veillent à la transformation numérique au fil des ans à venir.

Par conséquent, les projets de la transformation numérique sont considérés comme un socle pour la réalisation d'une mutation dans le cadre de la « vision de l'Égypte 2030 » et font partie de la stratégie nationale du développement durable mis en place par

l'État qui vise à faire de l'Égypte une plaque tournante pour la communication et les technologies aux niveaux régional et mondial.

Dans ce sens, l'ISC de l'Égypte (ASA) s'est efforcée à mettre en œuvre une stratégie claire et constructive pour activer l'application de la transformation numérique aussi bien au niveau institutionnel qu'au niveau des travaux de contrôle en vue d'améliorer la qualité des travaux d'audit et stimuler le développement durable en réduisant le temps et le coût de l'exécution des tâches d'audit. Cette stratégie contribue aussi à maximiser les capacités techniques des membres de l'ISC dans l'accomplissement de leurs tâches d'audit, et à améliorer la qualité des travaux, et réduire l'écart des attentes des parties prenantes.

À la lumière des évolutions technologiques modernes et de l'expansion subséquente de l'utilisation des technologies d'information par les différentes institutions et la transformation numérique aussi bien dans le milieu gouvernemental que dans le secteur public, cet article vise à démontrer

l'impact de la transformation numérique sur la stimulation du développement durable avec la présentation de l'expérience de l'ISC de l'Égypte suivant les trois axes ci-après:

Axe 1: l'impact de l'utilisation des techniques de transformation numérique sur les travaux d'audit

Axe 2: le rôle des organisations professionnelles des institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans l'appui au développement durable

Axe 3: le rôle de la transformation numérique dans le soutien des objectifs du développement durable

Axe 1

L'impact de l'utilisation des techniques de transformation numérique sur les travaux d'audit

La transformation numérique: c'est l'effort qui vise à réaliser la stratégie de l'institution et développer des modèles d'affaires innovants et résilients à travers l'investissement dans les technologies, le développement des talents, la réorganisation des opérations et le management des changements pour créer de nouvelles valeurs et expériences au profit des clients, des employés et des parties liées⁽¹⁾.

Caractéristique de la transformation numérique:

- S'appuyer fortement sur les actifs incorporels qui comprennent la propriété intellectuelle, le développement et l'utilisation de logiciels et d'algorithmes et le contenu créatif qui joue un rôle important dans la production et le rendement des services en ligne⁽²⁾.
- Atteindre, à grande échelle, sans présence physique, ou les entreprises peuvent utiliser l'internet et ses plateformes pour établir des relations transfrontalières à distance avec les clients,
- Le passage de la gestion papier à la gestion numérique en tant que nouveau mécanisme d'enregistrement, de stockage, de récupération et de transfert d'informations, ce qui facilite le processus de prise de décision et augmente sa rapidité.

Les technologies liées à la transformation numérique:

Big Data: l'ensembles de données dont la taille dépasse la capacité des applications classiques à collecter, stocker, gérer et

analyser, et dont les éléments les plus importants sont les e-mails, les sites Web, les médias sociaux et les fichiers des marchés financiers. Il s'agit d'un outil qui aide l'auditeur à accomplir ses tâches et lui permet d'économiser le temps et l'effort nécessaires en vue d'obtenir des informations par les moyens traditionnels et aide l'auditeur à identifier les risques opérationnels⁽³⁾.

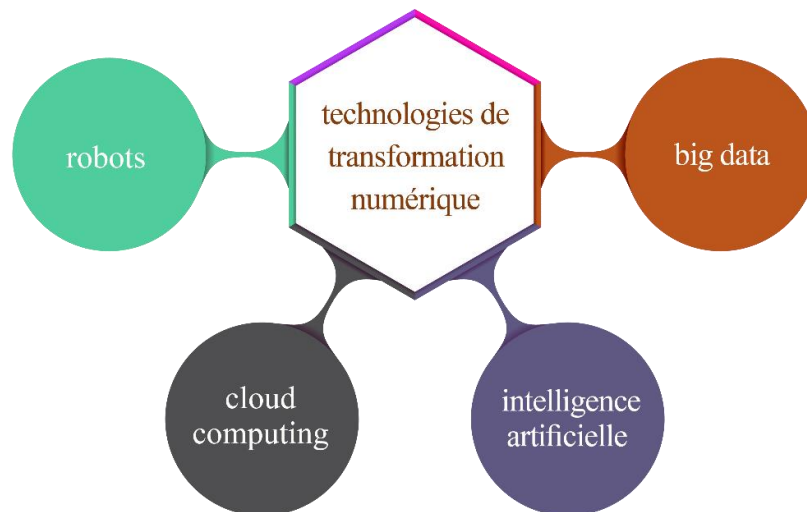
Cloud Computing: c'est une technique qui convertit (les logiciels) en services en ligne pour aider les auditeurs à la prise de décision, et fournit des solutions et des alternatives à travers des programmes et applications disponibles, ce qui va se répercuter positivement sur l'efficacité du travail de l'auditeur⁽⁴⁾.

L'intelligence artificielle: c'est un ensemble de dispositifs technologiques modernes qui permettent de saisir des données et de les convertir en informations en les traitant, stockant et les récupérant en cas de besoin à l'aide de divers logiciels et en les connectant via des dispositifs de communication à n'importe quel endroit. Ceci peut aider l'auditeur externe à fournir les

informations requises avec exactitude et en temps opportun⁽⁵⁾.

Robots: Un robot est une machine programmable et capable d'effectuer automatiquement une série d'actions complexes, et qui peut être contrôlée

avec des dispositifs embarqués ou des dispositifs externes. Elle peut être capable d'agir seule, de fournir plus de fiabilité, d'optimiser les chemins d'audit et d'améliorer la qualité du service d'audit⁽⁶⁾.



(Techniques technologiques pour la transformation numérique)

Source: le rédacteur

De ce qui précède, on peut dire que l'utilisation des technologies associées à la transformation numérique affecte l'exécution des travaux d'audit et facilite l'accès de l'auditeur aux preuves et informations requises avec précision et en temps opportun. Tout cela aide les auditeurs à prendre les décisions nécessaires, réduire le coût des travaux d'audit, accroître la confiance des utilisateurs et des parties prenantes dans la profession d'audit.

Axe 2:

Le rôle des organisations professionnelles des institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans l'appui au développement durable

Définition du développement durable: c'est « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

Dimensions du développement durable:

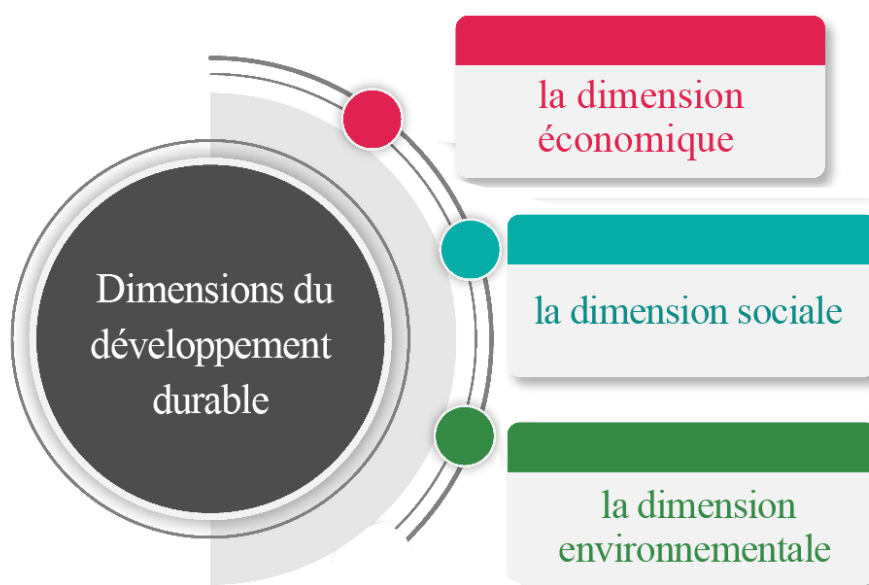
les dimensions du développement durable s'intègrent les unes aux autres pour atteindre l'objectif général du développement qui est la stabilité à long terme de l'économie, de l'environnement et de la société. Ce qui suit est une présentation des dimensions les plus importantes du développement durable:

La dimension économique: Elle s'articule autour du développement économique, de la concurrence, de la croissance économique,

de l'innovation et du développement industriel...etc.

La dimension sociale: Elle tourne autour du chômage, du développement local et régional, de la santé et de la richesse, de la cohésion sociale, de la distribution des services...etc.

La dimension environnementale: Il s'agit de préserver la beauté de la nature, la qualité de l'eau, de l'air, du sol, le changement climatique, la diversité biologique...etc.⁽⁷⁾



(Dimensions du développement durable)

Source: le rédacteur

La dimension technologique des objectifs du développement durable et la contribution des technologies numériques à la réalisation des objectifs du développement durable:

L'Agenda 2030 a reconnu l'importance de la technologie pour atteindre les objectifs du développement durable. Non seulement la technologie est mentionnée dans l'Objectif 17 comme un « **moyen de mise en œuvre** » majeur, mais en fait, sur les 169 cibles, 48 sont liées à la technologie, soit directement (14 cibles), soit indirectement (34 cibles). Il existe également certaines dimensions techniques pour les 121 autres cibles, où la technologie est l'un des moyens les plus importants pour leur mise en œuvre⁽⁸⁾

Le rôle des organisations professionnelles dans le soutien du développement durable:

Le rôle de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI)

L'INTOSAI a lancé plusieurs initiatives de soutien au profit des institutions supérieures de contrôle des finances

publiques pour les aider à suivre la mise en œuvre des objectifs de développement durable afin de réaliser le plan 2030, et à la fois, a intensifié ses efforts en matière de suivi et de contrôle de la réalisation des objectifs de développement durable du point de vue des auditeurs. Elle aborde également la nécessité de développer une approche de contrôle globale et intégrée, d'impliquer les parties prenantes externes et de fournir des incitations pour atteindre les objectifs de développement durable ⁽⁹⁾

Le rôle de l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (AFROSAI)

L'AFROSAI joue un rôle primordial dans la promotion de la bonne gouvernance et de la responsabilité. Elle soutient les ISC membres lors de l'évaluation de l'application des objectifs de développement durable, en particulier, en ce qui concerne la mise en place d'institutions transparentes, efficaces et responsables à tous les niveaux. Elle vise, également, à mettre en place un processus de planification collaboratif au niveau régional dans le but

de savoir dans quelle mesure la région peut couvrir les objectifs de développement durable dans une période donnée, et d'identifier les objectifs les plus importants pour les couvrir.⁽¹⁰⁾

Axe 3:

Le rôle de la transformation numérique dans le soutien des objectifs du développement durable

Les objectifs de développement durable représentent un nouvel ensemble d'objectifs, de cibles et d'indicateurs formulés par les Nations Unies dans le

cadre de la détermination des priorités de développement mondial pour la période (2015-2030). Ils comprenaient (17) objectifs visant à éradiquer la pauvreté et les inégalités, à améliorer la santé et l'éducation, à réaliser une croissance économique, à fournir de l'énergie propre, de l'eau et des infrastructures et à construire des villes durables.

La figure suivante montre les objectifs de développement durable tels que définis lors du 70^{ème} sommet de l'Assemblée générale des Nations Unies.⁽¹¹⁾



(Les Objectifs de Développement Durable)

Source : Les Nations Unies

Les technologies de l'information et de la communications (TIC) peuvent aider à accélérer le processus de la mise en œuvre de chacun des 17 objectifs de développement durable (ODD)⁽¹²⁾

De ce qui précède, on peut dire que la transformation numérique joue un rôle primordial dans la stimulation des objectifs de développement durable à travers ses services et solutions numériques, l'utilisation de la technologie moderne au service des sociétés, sa contribution à la résolution des problèmes économiques, sociaux et environnementaux et l'amélioration de la qualité des services.

Le rôle de la stratégie de transformation numérique au sein de l'ISC de l'Égypte (ASA) dans la stimulation de développement durable:

L'ISC de l'Égypte (ASA) a pris des mesures sérieuses en faveur du développement des technologies de l'information et de la communication en élaborant une stratégie constructive visant à renforcer le concept et l'importance de la transformation numérique.

Par conséquent, un protocole de la troisième phase a été signé pour la coopération entre le ministère des communications et des technologies de l'information et l'ISC de l'Égypte (ASA) dans le but de développer et d'actualiser les capacités technologiques et le système de transformation numérique de l'ASA, afin de compléter le travail institutionnel entrepris par l'ISC de l'Égypte (ASA) en matière d'acquisition d'applications et d'infrastructures hautement efficaces. En plus, de développer les compétences et les capacités des travailleurs de l'ASA et de développer des salles de formation, dans le but de soutenir son travail qui est une référence pour la gouvernance de la performance de toutes les entités exécutives en Égypte⁽¹³⁾

L'ISC de l'Égypte (ASA) a également signé un protocole de coopération conjoint avec le ministère des Finances concernant les systèmes et les applications financiers électroniques appliqués par le ministère des Finances et toutes les entités gouvernementales soumises au contrôle de l'ASA, ce qui contribue à renforcer

la gouvernance du système financier de l'État égyptien en préservant davantage les deniers publics et en renforçant la transparence. Ce protocole accorde aux membres de l'ASA le pouvoir d'accéder directement aux systèmes financiers électroniques appliqués dans les entités gouvernementales pour visualiser les données et les rapports entrant dans le cadre du contrôle effectué par l'ASA. Il s'agit, en fait, d'un tournant dans le processus du développement technique des travaux de l'ASA⁽¹⁴⁾.

De ce qui précède, on peut dire: L'ISC de l'Égypte (ASA) donne un exemple qui peut être suivi pour stimuler le développement durable. En plus, elle joue un rôle efficace dans l'évaluation de divers programmes, politiques et projets afin de réaliser la vision de l'État égyptien 2030. Elle contribue également à la réalisation de la dimension technologique, qui est l'une des dimensions les plus importantes du développement durable à travers la mise en place d'une stratégie de transformation numérique qui vise à valoriser la technologie, à la fois, au niveau institutionnel de l'ASA et au

niveau de la réalisation des travaux d'audit, ce qui contribuera à l'amélioration de la qualité des travaux d'audit et à la réalisation du développement durable.

La stratégie de transformation numérique vise à construire des applications générales qui servent le travail administratif au sein de l'ASA et l'aident à atteindre ses objectifs institutionnels et à communiquer sa vision stratégique. Elle aide aussi l'ASA à développer ces structures organisationnelles existantes et à les rendre plus flexibles dans les travaux d'audit, et à développer les capacités et les compétences des auditeurs en les orientant vers la conformité et la compréhension des exigences du développement technologique. En outre, elle assiste à la conception d'applications de contrôle qui permettent aux auditeurs d'obtenir les données et informations nécessaires pour effectuer le travail rapidement et facilement, et d'économiser le temps et les efforts. La transformation numérique est également un refuge pour l'ASA et lui assure la continuité de ses travaux de contrôle en cas d'urgence qui entrave la réalisation de ses objectifs.

Il convient de noter que la réussite de la transformation numérique repose sur la mise en place et la maintenance de l'infrastructure de communication numérique, sa bonne gestion, y accéder rapidement et l'amélioration de la qualité de son service, ainsi que l'adéquation des coûts. Il est essentiel de procéder à des révisions continues du plan de transformation numérique en réponse aux évolutions technologiques rapides.

Dans le cadre de la préoccupation du développement durable, l'ISC de l'Égypte (ASA) exerce son rôle de contrôle sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable à travers l'audit financier, l'audit de conformité et l'audit de la performance pour s'assurer que les entités soumises à son contrôle mettent en œuvre les objectifs et les indicateurs du développement durable, en plus de la participation de l'ASA à de nombreux séminaires, par exemple: la participation au 15^{ème} colloque annuel de l'office du contrôle général de l'Arabie saoudite, intitulé: «le contrôle sur l'exécution des objectifs de développement durable: défis de la phase du stand-by et les sujets

qui y sont liées». Ce dernier s'est concentré sur la différence dans les organigrammes et dans la détermination des stratégies de contrôle des objectifs de développement durable au niveau national. Il a abordé aussi les moyens et les cadres de coopération régionale pour le renforcement des procédures de contrôle sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable et le rôle de soutien de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) et l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI).⁽¹⁵⁾

Conclusion



La réalisation des objectifs de développement durable est une opportunité précieuse pour les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, car elle leur permet de montrer l'exemple dans l'exercice de leurs missions. La transformation numérique, de sa part, améliore la qualité des travaux de contrôle effectués par ces institutions et à la réalisation de leurs objectifs.

Par conséquent, il est important que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques organisent des formations et séminaires spécialisés dédiés à la sensibilisation de l'importance de la transformation numérique et ses avantages, et la nécessité pour les ISC de

prêter attention à la cyber sécurité afin d'identifier les zones à risque à chaque point de contact numérique, et de vulgariser la culture de la sécurité des informations pour une bonne manipulation des technologies de l'information et de la communication.

Références



- 1-Mohamed moussa ali, « mesurer l'effet de l'activation des activités de l'audit interne des mécanismes de transformation numérique sur la consolidation de la responsabilité et la transparence et l'amélioration de la performance gouvernementale, avec un guide opérationnel sur l'environnement égyptien », la revue scientifique des études comptables, université du canal suez, tome 2, A1, 2020.
- 2- Morchid Ibrahim, « impact de la transformation numérique sur le développement des systèmes comptables », la revue scientifique des études et recherches financières et administratives, université ville sadat, tome 13, 2022, p 1503-1504.
- 3-Adiloglu, B., Gungor, N., (2019). The impact of digitalization on the audit profession: a review of Turkish independent audit firms. Journal of Business, Economics and Finance (JBEF), 8(4), pp.209-214
- 4- Manita, R., Elommal, N., Baudier, P., & Hikkerova, L. (2020). The digital transformation of external audit and its impact on corporate governance. Technological Forecasting and Social Change, 150, pp.1-10.
- 5-Ahmed Saâd, « l'utilisation des systèmes d'intelligence artificielle et technologies d'information moderne pour l'augmentation de l'efficacité de l'auditeur externe en vue de l'amélioration de la qualité de l'audit externe des sociétés égyptiennes », université canal suez, tome 2, 2020, p 144-145.
- 6-L'impact de l'utilisation des techniques d'informations dans la comptabilité et l'audit pour déterminer les honoraires du commissaire aux comptes – étude sur l'environnement égyptien- thèse de magistère publiée- revue des recherche comptables- n°2 de 2023.

https://abj.journals.ekb.eg/article_297386_be5dbc87a7003dccdf1b10b948d2b92e.pdf

- 7- Définition et dimensions du développement durable <https://www.eaaa.gov.eg/Topics/86/35/Details>
- 8- La dimension technologique des objectifs du développement durable et la contribution des techniques numériques à la réalisation des objectifs du développement durable.
<https://uabonline.org/ar/%D8%AF%D9%88%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%83%D9%86%D9%88%D9%84%D9%88%D8%AC%D9%8A%D8%A7-%D9%81%D9%8A-%D8%AA%D8%AD%D9%82%D9%8A%D9%82-%D8%A3%D9%87%D8%AF%D8%A7%D9%81-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%85%D9%85-%D8%A7>
- 9- Le rôle de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques
<https://www.intosai.org/ar/focus-areas/intosai-un-sdgs/sais-a-regions>
- 10- Le rôle de l'AFROSAI https://asa.gov.eg/Attach/EuroSAI_AR.pdf
- 11- Objectifs de développement durable <https://egypt.un.org/ar/sdgs>
- 12- <https://www.itu.int/en/mediacentre/backgrounders/Pages/icts-to-achieve-the-united-nations-sustainable-development-goals.aspx>
- 13- Le rôle de la stratégie de transformation numérique au sein de l'ISC de l'Égypte (ASA) dans la stimulation de développement durable
<https://mcit.gov.eg/Ar/Media Center/Press Room/Press Releases/63551>
- 14- <https://mof.gov.eg/ar/posts/media/642d2ec78886b30008490529/%D8%A8%D8%B1%D9%88%D8%AA%D9%88%D9%83%D9%88%D9%84%20%D8%AA%D8%B9%D8%A7%D9%88%D9%86%20%D8%A8%D9%8A%D9%86%20%C2%AB%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A7%D9%84%D9%8A%D8%A9%C2%BB%20%D9%88%C2%AB%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B1%D9%83%D8%B2%D9%8A%20%D9%84%D9%84%D9%85%D8%AD%D8%A7%D8%B3%D8%A8%D8%A7%D8%AA%C2%BB%20%D9%84%D8%AA%D8%B1%D8%B3%D9%8A%D8%AE%20%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%83%D8%A7%D9%85%D9%84%20%D9%88%D8%AA%D8%B9%D8%B2%D9%8A%D8%B2%20%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%88%D9%83%D9%85%D8%A9>
- 15- <https://www.gca.gov.sa/PageDetails?id=54#collapsefive>

Article traduit



La réalisation d'un audit de cybersécurité d'un opérateur de réseaux de transport d'énergie électrique

Traduit par : Younes RACHIDI, Magistrat
à la Cour des comptes du Royaume du MAROC, CIA, CISA.

Titre original: Performing a Cybersecurity Audit of an Electric Power Transmission Systems Operator

Source de l'article: ISACA Journal, building digital trust, Volume 1, 2023.

Auteurs: BOSTJAN DELAK | PHD, CISA et MIROSLAV KRANJC | PHD.

L'électricité est un élément vital pour de nombreuses technologies contemporaines, elle rend la vie plus facile, même si elle est le plus souvent négligée. Beaucoup de gens notamment dans les pays développés imaginent mal leur vie sans électricité. L'approvisionnement en eau, le chauffage, la climatisation, l'agroalimentaire, les télécommunications, ainsi que plusieurs autres produits et services en dépendent fondamentalement.

La plupart des pays du monde considèrent les infrastructures et les services de transport et de distribution d'électricité comme des éléments fondamentaux de leurs infrastructures critiques. Par exemple, la République de Slovénie (Slovénie) déclare l'organisation

du transport de l'énergie électrique comme un élément essentiel de son infrastructure.

Pour cette raison, il est essentiel de protéger les structures qui gèrent ce service contre les cybermenaces, pour faire face à l'augmentation significative des cyberattaques⁽¹⁾. Une étude de 2021 a révélé que 83% des organismes d'infrastructure critique ont subi des violations de la technologie opérationnelle au cours des 36 mois précédents⁽²⁾. L'attaque de décembre 2015⁽³⁾ contre le réseau électrique ukrainien a été l'une des premières attaques cybernétiques à grande échelle et bien connues contre une infrastructure électrique. Cette attaque a établi un précédent pour la sécurité des

réseaux électriques dans le monde entier⁽⁴⁾. Des organisations de cybersécurité telles que l'Agence de l'Union Européenne pour la Cybersécurité (ENISA), l'ISACA®, l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO) et le National Institute of Standards and Technology (NIST) des États-Unis ont publié des lignes directrices, des méthodes et des approches pour aborder le problème et pour sensibiliser à la préparation contre les cyberattaques.

Au sein de l'Union européenne, l'ENISA a évalué l'état de sensibilisation des États membres à la cybersécurité⁽⁵⁾. Ce rapport a pour objectif d'aider ces États à renforcer leurs capacités en matière de cybersécurité en analysant les meilleures pratiques pour augmenter la sensibilisation des citoyens à la cybersécurité. Le rapport propose également des recommandations dans quatre domaines:

1. Le renforcement des capacités de sensibilisation à la cybersécurité;
2. L'évaluation régulière des tendances et des défis;

3. La mesure du comportement en matière de cybersécurité;
4. La planification de campagnes de sensibilisation à la cybersécurité.

Presque tous les pays à travers le monde sont dotés d'une Institution Supérieure de Contrôle (ISC), qui est une entité nationale indépendante responsable de la conduite d'audit des activités gouvernementales, et presque toutes les ISC sont membres de l'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle (INTOSAI), qui œuvre à établir et à diffuser des normes et des bonnes pratiques internationales.

L'ISC de Slovénie a réalisé un audit pour évaluer l'état de préparation aux cybermenaces d'un organisme qui exploite une infrastructure critique pour le transport d'électricité. Dans ce contexte, il est crucial de comprendre comment réaliser un audit de performance des technologies de l'information, de reporter sur un organisme qui fait partie de l'infrastructure critique d'un pays et d'atténuer les éventuels effets négatifs de tels incidents.

Les incidents peuvent avoir des répercussions négatives sur de nombreux autres services et organismes, ainsi que sur tout le pays.

L'environnement d'audit

La Cour des comptes de Slovénie est la plus haute instance de contrôle des comptes de l'État, du budget de l'État et de toutes les dépenses publiques en Slovénie⁽⁶⁾. Elle effectue toutes sortes d'audits (c'est-à-dire de conformité, financier, de performance) conformément à la législation nationale et aux normes de l'INTOSAI. Cette cour des comptes audite divers types d'entités, y compris les entités qui fournissent des services publics ou des biens au public sur une base de concession⁽⁷⁾.

La société ELES (Electro-Slovenija), est l'opérateur du réseau de transport électrique slovène, une entité juridique appartenant entièrement à l'État⁽⁸⁾. Elle fournit, depuis 90 ans, de l'énergie électrique sûre, fiable et ininterrompue dans toute la Slovénie et au-delà de ses frontières. Elle s'efforce de planifier, de construire et d'entretenir

de manière stratégique, responsable et durable le réseau de transport à haute tension slovène à trois niveaux de tension 400 kV, 220 kV et partiellement en 110 kV.

Le réseau de transport d'énergie électrique ne peut pas être exploité seul. Il doit être connecté aux réseaux des pays voisins et intégré dans un système électrique plus vaste ; c'est pourquoi ELES coopère étroitement avec les gestionnaires de réseau voisin et participe activement à diverses associations régionales et internationales. ELES, en tant qu'opérateur exclusif de transport d'électricité slovène, participe activement à la conception et au développement d'un marché européen unifié par l'intermédiaire de l'association professionnelle ; l'Association européenne pour la coopération des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (ENSTO-E)⁽⁹⁾ et de diverses initiatives et projets (inter)régionaux.⁽¹⁰⁾

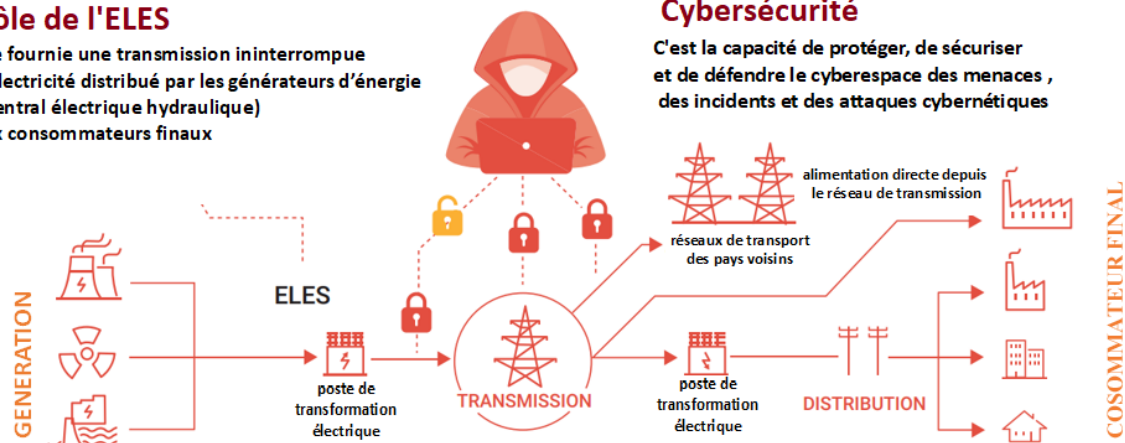
Figure 1

Rôle de l'ELES

Elle fournit une transmission ininterrompue d'électricité distribué par les générateurs d'énergie (Central électrique hydraulique) aux consommateurs finaux

Cybersécurité

C'est la capacité de protéger, de sécuriser et de défendre le cyberspace des menaces, des incidents et des attaques cybernétiques



Une cyberattaque pourrait paralyser la distribution d'électricité en Slovénie : la cybersécurité chez ELES est donc d'une importance cruciale

Source: Republic of Slovenia Court of Audit, Audit Report: Efficiency of Managing Cybersecurity Risk of the ELES Company Critical Infrastructure, 2021, Slovenia, https://www.rs-rs.si/fileadmin/user_upload/Datoteke/Revizije/2021/CS-ELES/ANG/CS_ELES_infografika-EN.pdf. Reprinted with permission.

Cette figure illustre la position d'ELES dans les différentes étapes du processus énergétique, allant de la production d'électricité à sa distribution aux utilisateurs finaux, à la fourniture d'électricité aux principaux consommateurs directs et l'interconnexion avec les réseaux de transport internationaux.

Motivation et critères de l'audit

La motivation de l'audit menée par la Cour des comptes était d'évaluer l'état de préparation d'ELES, en tant que gestionnaire d'infrastructures critiques, à faire face aux cybermenaces et par conséquent, son potentiel à atténuer le risque d'interruptions dans la distribution d'électricité aux consommateurs.

Conformément à la norme ISSAI 300, les auditeurs doivent établir des critères appropriés qui correspondent aux questions d'audit et sont liés aux objectifs d'économie, d'efficacité et d'efficacité⁽¹¹⁾. Dans le cas de l'audit de l'état de préparation de la cybersécurité dans une entité d'infrastructure critique, les critères d'audit étaient basés sur les dispositions de la loi sur les infrastructures critiques et le cadre du NIST pour l'amélioration de la cybersécurité des infrastructures critiques.

La législation

En 2018, la Slovénie a promulgué la Loi sur les infrastructures critiques⁽¹²⁾ et la Loi sur la sécurité de l'information⁽¹³⁾.

La première loi régleme l'identification et la détermination des infrastructures critiques de la Slovénie, ainsi que les principes et la planification de la protection des infrastructures critiques. Elle décrit également les tâches des organes et des organisations dans le domaine des infrastructures critiques et de l'information, y compris l'établissement des rapports, l'aide à la décision, la protection et le contrôle des données. Selon cette loi, une infrastructure critique est définie comme étant:

Les capacités qui sont d'une importance capitale pour l'État, et la cessation de leur fonctionnement ou leur destruction aurait des répercussions importantes et graves sur la sécurité nationale, l'économie et d'autres fonctions sociales clés, ainsi que sur la santé, la sécurité, la protection et le bien-être⁽¹⁴⁾.

La loi sur la sécurité de l'information régleme le domaine de la sécurité de l'information et définit les mesures nécessaires pour atteindre un niveau élevé de sécurité des réseaux et des systèmes d'information en Slovénie. Ces mesures

sont essentielles au bon fonctionnement de l'État dans toutes les conditions de sécurité et à la prestation des services essentiels au maintien des activités sociales et économiques clés. Avec l'adoption de cette loi, la Slovénie a transposé dans la législation slovène la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil concernant des mesures destinées à assurer un niveau commun élevé de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union européenne⁽¹⁵⁾.

La loi sur les infrastructures critiques

La Loi sur les infrastructures critiques comprend des dispositions qui obligent les organismes des infrastructures critiques à élaborer et à gérer des évaluations des risques et des mesures pour les protéger. L'évaluation des risques doit respecter les instructions d'évaluation des risques liés à l'exploitation des infrastructures critiques, adoptées par le ministère de la Défense de Slovénie.

L'évaluation doit également suivre les lignes directrices d'experts préparées pour les différents secteurs d'infrastructures critiques. Des mesures en cours sont

mises en œuvre dans toutes les situations et, en cas de crise, d'urgence ou de menace accrue pour les infrastructures critiques, leur mise en œuvre peut être intensifiée. Des mesures supplémentaires devraient être mises en œuvre en cas de menace accrue pour les infrastructures critiques, d'urgence ou de crise si les mesures en cours ne sont pas suffisantes, même si leur mise en œuvre s'intensifie.

Le cadre NIST pour l'amélioration de la cybersécurité des infrastructures critiques

Pour le deuxième ensemble de critères, les auditeurs ont choisi la fonction Détecter et Répondre du NIST cadre de travail de cybersécurité (CSF), comme indiqué dans les cases ombrés de la figure 2⁽¹⁶⁾.

Figure 2
 Fonctions et Catégories du cadre de cybersécurité de NIST

Identifier	Protéger	Détecter	Répondre	Récupérer
Management des actifs	Gestion des identités et contrôle d'accès	Anomalies et événements	Planification de la réponse	Planification de la récupération
Environnement des activités	Conscience et formation	Sécurité et pilotage continu	Communication	Amélioration
Gouvernance	Sécurité des données	Processus de détection	Analyse	Communication
Evaluation des risques	Processus et procédures de protection des informations		Atténuation	
Stratégie de gestion de risque	Maintenance		Amélioration	
Gestion de risque de la chaîne logistique	Technologie de protection			

Source: US National Institute of Standards and Technology (NIST), *Framework for Improving Critical Infrastructure Cybersecurity*, Version 1.1, USA, 2018, <https://www.nist.gov/cyberframework>. Reprinted with permission.

Les fonctions d'identification et de protection sont couvertes par les premiers critères d'audit et les dispositions de la Loi sur les infrastructures critiques. Les auditeurs n'ont pas choisi la dernière fonction, Récupérer, car ELES n'avait

aucune expérience préalable en matière de cyberattaques.

Le processus de vérification

L'audit était un audit de performance basé sur les normes et les principes de l'INTOSAI⁽¹⁷⁾. La principale question d'audit était de savoir

si ELES avait géré efficacement la cybersécurité dans le domaine de ses infrastructures critiques. La période d'audit s'était étendue du 1^{er} janvier 2019 au 31 juillet 2020. L'audit a débuté en décembre 2019 et le rapport final a été publié en août 2021. L'équipe d'audit était composée d'un auditeur des systèmes d'information et d'un autre de l'État ayant des connaissances juridiques.

L'équipe d'audit a élaboré le plan d'audit, a recueilli des documents et des questionnaires sur l'infrastructure critique, a mené plus de 10 entretiens et tests de fonctionnement (avec un tiers en personne et le reste via des systèmes de vidéoconférence en raison des restrictions liées au COVID-19) et inspecté plusieurs sites sur place. Pour tester les fonctions du NIST CSF, les auditeurs ont utilisé COBIT®5 et la norme ISO/CEI 27001:2013 Technologies de l'information - Techniques de sécurité - Systèmes de gestion de la sécurité de l'information - Contrôles des exigences⁽¹⁸⁾.

La période de test s'est déroulée du 4 juin 2020 au 24 septembre 2020, au cours de laquelle les 34 sous-catégories par références/contrôles informatifs ont été

testées. Après avoir recueilli suffisamment d'informations et de preuves à présenter à l'entité auditée, l'équipe a préparé un projet de rapport, qui a d'abord été coordonné avec le Vérificateur suprême de l'État et le service juridique de la Cour des comptes et convenu avec le Vérificateur général adjoint responsable.

Après avoir communiqué le projet de rapport officiel à ELES, une réunion d'approbation avec l'entité auditée a été organisée. Les commentaires et les modifications proposés par l'entité auditée ont été acceptés et incorporés dans la proposition de rapport d'audit qui a été envoyée à l'entité auditée. À ce stade, il n'y a eu aucune objection supplémentaire. Après une relecture et un examen indépendants supplémentaires, le rapport d'audit final a été envoyé à l'entité auditée et au Parlement, puis publié sur le site Web de la Cour des comptes.

Les conclusions d'audit

Selon la Cour des comptes, ELES avait commencé à introduire la gestion des risques dès 2009, et avait, depuis, mis en place un système global de gestion des risques. ELES a tenu un catalogue

informatisé des risques par domaine d'intervention et a également créé des fiches de risques pour les infrastructures critiques en 2019. L'entreprise a identifié les sources de risques pour les opérations d'infrastructures critiques, a analysé et évalué ces risques, a surveillé l'état des infrastructures critiques, a dupliqué les centres de contrôle et a conçu des plans de sécurité en temps opportun.

En outre, ELES a mis en place un système documenté de gestion de la sécurité de l'information certifié ISO/IEC 27001:2013. Au moment de l'audit, elle achevait la mise en place d'un système de gestion de la continuité des activités. Le système de gestion de la continuité des activités d'ELES a été utilisé pour évaluer

les risques des infrastructures critiques et pour mettre en place des mesures de protection pour ces dernières.

En outre, et en réponse à la pandémie du COVID-19, ELES a pris diverses mesures, dont beaucoup concernaient la gestion des ressources humaines, telles que la création d'un centre de contrôle scellé où certains employés vivaient et travaillaient en alternance pendant deux semaines ; l'isolement des équipes d'assistance à la gestion de la transmission d'énergie et le travail à domicile. Ces mesures ont permis de maintenir le fonctionnement continu des processus liés à la transmission de l'électricité.

Figure (3) présente divers résultats de l'audit.

Figure 3
les Résultats de l'Audit

ELES a-t-elle été efficace...



Source: Republic of Slovenia Court of Audit, Audit Report: Efficiency of Managing Cybersecurity Risk of the ELES Company Critical Infrastructure, 2021, Slovenia, https://www.rs-rs.si/fileadmin/user_upload/Datoteke/Revizije/2021/CS-ELES/ANG/CS-ELES_infografika-EN.pdf. Reprinted with permission.

L'ELES a démontré une bonne capacité à détecter les cybermenaces en définissant et en analysant les rôles et les responsabilités pour la gestion des événements de sécurité. Elle a suivi les procédures établies pour soumettre des informations sur les événements détectés, et a continuellement amélioré les processus de détection et a créé des bases de connaissances relatives aux événements de sécurité. L'organisation avait un plan en place pour répondre aux cybermenaces. Ses employés étaient correctement formés pour y faire face, tout en les signalant aux destinataires concernés à l'intérieur et à l'extérieur d'ELES.

L'ELES a également analysé les avis d'événements de sécurité et elle a pris des mesures pour classer les incidents de sécurité et de comprendre leur impact sur l'entité. Elle a appliqué des processus pour surveiller, analyser et répondre aux vulnérabilités et pour limiter et atténuer les incidents de sécurité. Bien que l'entité n'ait pas de stratégie de cybersécurité dédiée, elle a établi des politiques relatives à tous les segments du système de gestion intégré par le biais de revues de direction

soumises à une inspection continue et à des mises à jour pertinentes.

Il existe plusieurs possibilités d'améliorations dont ELES a pris conscience et a mis en place:

- La mise en œuvre complète d'un système de gestion de la continuité des activités;
- L'intégration de tous les événements détectés dans un seul tableau de bord;
- L'exécution de tests de pénétration indépendants après la finalisation des projets informatiques en cours;
- La mise en place de la vidéosurveillance des zones où elle n'existe pas actuellement.

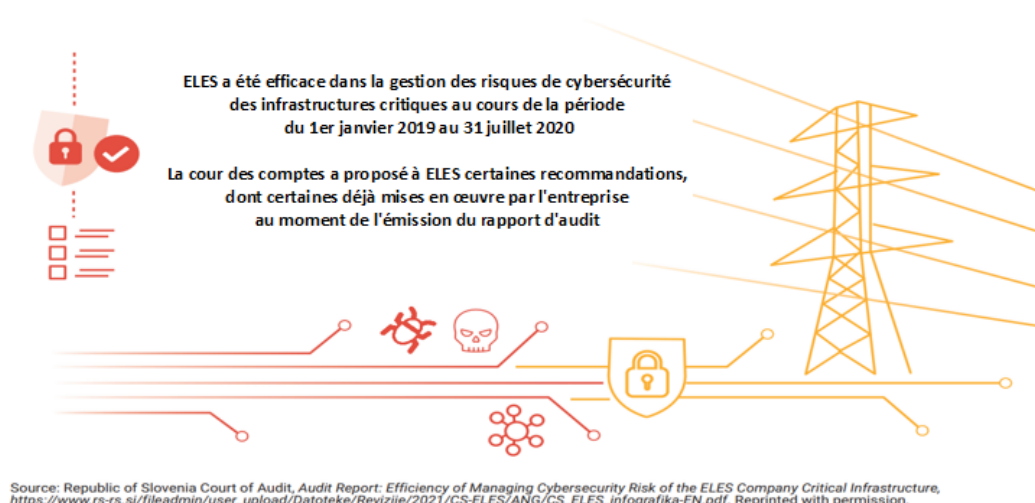
L'opinion de la Cour des comptes

Selon l'opinion de la Cour des comptes, l'ELES a été efficace dans la gestion du risque de cybersécurité lié aux infrastructures critiques au cours de la période couverte par l'audit.

La Cour des comptes n'a pas demandé à ELES de remettre un rapport de réponse mais elle a proposé plusieurs recommandations d'améliorations supplémentaires⁽¹⁹⁾:

- La gestion périodique de la transmission de l'électricité à partir du centre de contrôle de la réserve;
- La planification et la réalisation régulières (par exemple, annuellement) des tests de pénétration;
- Le test périodique du processus de reporting des événements de sécurité aux parties prenantes externes;
- L'examen de la possibilité d'établir une base de connaissances commune sur les événements détectés et leurs résolutions.

Figure 4:
L'opinion de la Cour des comptes



Les limites de l'audit

Malgré son efficacité, l'audit présentait certaines limites notables. Il n'a pas évalué le système de gestion de la continuité des activités de l'entité auditée ni le fonctionnement continu de son système d'information. De plus, les tests de pénétration n'ont pas été pris en compte dans l'audit.

Conclusion

L'ELES a été choisie par la Cour des comptes pour faire l'objet de son premier audit de performance sur la cybersécurité des infrastructures critiques, en raison de son rôle crucial dans le transport de l'électricité à de nombreux clients. L'audit a révélé qu'il

était utile d'inclure dans l'équipe d'audit un expert en systèmes informatiques et en sécurité de l'information, ainsi qu'un expert juridique. La sélection des critères d'audit a également été bénéfique pour examiner en détail l'état de préparation d'ELES aux cyberattaques potentielles. Il a également souligné l'importance d'ajouter des experts en piratage et en tests de pénétration pour réaliser un audit de cybersécurité plus détaillé.

La Cour des comptes prévoit de continuer à planifier et à réaliser des audits de performance en matière de cybersécurité pour évaluer la gestion des risques de cybersécurité des organismes qui gèrent des infrastructures critiques et de confirmer leurs décisions de dépenser des fonds publics pour atténuer les cybermenaces.

Références



- 1- Center for Strategic and International Studies (CSIS), Important Cyber Incidents Since 2006, États-
https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/220104_Significant_Cyber_Events.pdf
- 2- Dark Reading, « Eighty-Three » Percent of Critical Infrastructure Organizations Suffered Breaches, 2021 Cybersecurity Research Reveals », 9 November 2021,
<https://www.darkreading.com/vulnerabilities-threats/83-of-critical-infrastructure-organizations-suffered-breaches-2021-cybersecurity-research-reveals>.
- 3- International Cyber Law –Interactive Tool Oit, « Power Grid Cyberattack in Ukraine (2015) », 4 juin 2021, [https://cyberlaw.ccdcoe.org/wiki/Power_grid_cyberattack_in_Ukraine_\(2015\)](https://cyberlaw.ccdcoe.org/wiki/Power_grid_cyberattack_in_Ukraine_(2015)).
- 4- Zetter , K. "Inside the Cunning , Unprecedented Hack of Ukraine's Power Grid", Wired , 3 mars 2016,
<https://www.wired.com/2016/03/inside-cunningunprecedented-hack-ukraines-power-grid>
- 5- Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA), Raising Awareness of Cybersecurity: A Key Element of National Cybersecurity Strategies, Grèce, 29 novembre 2021,
<https://www.enisa.europa.eu/publications/raising-awareness-of-cybersecurity>
- 6- Cour des comptes de la République de Slovénie, <https://www.rs-rs.si/en>

- 7- Cour des comptes de la République de Slovénie, loi sur la Cour des comptes, article 20, [https://www.rs-si/en/about-thecourt-of-audit/legal-basis/court-of-audit-act/](https://www.rs.si/en/about-thecourt-of-audit/legal-basis/court-of-audit-act/)
- 8- Société ELES, <https://www.eles.si/en>
- 9- L'Association européenne pour la coopération des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (ENTSOE), <https://www.entsoe.eu/>
- 10- Société ELES, « À propos de la société », <https://www.eles.si/en/about-the-company>
- 11- Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ISSAI 300 –Performance Audit Principles, Autriche, 2019, https://www.intosai.org/fileadmin/downloads/documents/open_access/ISSAI_100_to_400/issai_300/ISSAI_300_en_2019.pdf
- 12- Assemblée nationale de la République de Slovénie, Loi sur les infrastructures critiques, <http://www.pisrs.si/Pis.web/npbDocPdf?idPredpisa=ZAKO8464&idPredpisaChng=ZAKO7106&type=pdf>.
- 13- Assemblée nationale de la République de Slovénie, Loi sur la sécurité de l'information, <http://www.pisrs.si/Pis.web/npbDocPdf?idPredpisa=ZAKO8380&idPredpisaChng=ZAKO7707&type=pdf>.
- 14- Op cit Loi sur les infrastructures essentielles.
- 15- Directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil, Journal officiel de l'Union européenne, Belgique, 6 juillet 2016, <https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2016/1148/oj>
- 16- National Institute of Standards and Technology (NIST), NIST Cybersecurity Framework, États-Unis, <https://www.nist.gov/cyberframework>
- 17- Op cit INTOSAI.
- 18- Organisation internationale de normalisation (ISO)/Commission électrotechnique internationale (CEI), ISO/CEI 27001– :2013 Technologies de l'information - Techniques de sécurité - Systèmes de gestion de la sécurité de l'information - Exigences, Suisse, 2013, <https://www.iso.org/standard/27001>
- 19- Cour des comptes de la République de Slovénie, Audit Report 2021 : Effectiveness of Cyber Security Management for the Field of Critical Infrastructure in ELES, Slovénie, 2021, https://www.rs-si/fileadmin/user_upload/Datoteke/Revizije/2021/CS-ELES/CS_ELES_RSP_RevizijskoP.pdf

Deuxième Section

Actualités et Activités

Actualités des ISC Membres de l'AFROSAI

Nomination de Nouveaux Présidents d'ISC Membres de l'AFROSAI

Au cours de l'année 2023, plusieurs nouveaux Présidents d'ISC membres de l'AFROSAI ont été nommés. À cette occasion, le Comité de Rédaction de la Revue Africaine de Vérification Intégrée adresse ses sincères félicitations à ces estimés Présidents d'ISC:

❖ S.E. M. Domingas Alexandra Garcia – Angola



❖ S.E. M. Elysée Ndaye – Burundi



❖ S.E. M. Alain Christian Iyangui – Gabon



❖ S.E. M. Melchor Esono Edjo - Guinée Équatorial



❖ S.E. Mme. Mathabo Gail Makenete – Lesotho



❖ S.E. M. Thomas Makiwa – Malawi



❖ S.E. M. Dr. Dharamraj Paligadu – Maurice



❖ S.E. M. Shaakaa Kanyitor Chira – Nigéria



❖ S.E. M. Ahmed Gutale – Somalie



Actualités des ISC Membres de l'AFROSAI

Actualités et Activités

L'ISC de l'Algérie

1. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de coopération avec le Corps des volontaires des services financiers (FSVC), une délégation présidée par M. le Secrétaire général de la Cour des comptes de l'Algérie, a effectué une visite d'études aux États-Unis, du 6 au 10 mars 2023. La visite a permis aux représentants de la Cour des comptes de se familiariser avec le modèle de transparence budgétaire des États-Unis et de partager les expériences en matière d'audit financier, d'audit de performance et d'évaluation des programmes et politiques publics, ainsi que d'interagir avec les diverses parties prenantes, notamment les organisations de la société civile.

2. Dans le cadre de la mise en œuvre du mémorandum d'entente entre la Cour des comptes de l'Algérie et l'Office fédéral du contrôle financier de l'Iraq, la Cour des comptes a organisé du 18 au 21 juin

2023, un séminaire de formation portant sur "l'évaluation des politiques publiques dans le cadre d'une plus grande implication des organisations de la société civile".

Ce séminaire de formation a porté sur les axes ci-après:

- Notions générales sur les politiques publiques et leur élaboration.
- Méthodes, outils, et étapes de structuration de l'évaluation et de son exécution conformément à l'orientation de l'INTOSAI "GUID 9020: évaluation des politiques publiques".
- Évaluation des politiques publiques du secteur de la santé, inscrites dans le cadre de la mise en œuvre de l'ODD 3.
- Implication de la société civile dans l'évaluation des politiques publiques.
- Rôle de la communication pour faciliter l'utilisation optimale des résultats de l'évaluation.

- Présentation des expériences des deux institutions dans le domaine de l'évaluation des programmes et des politiques publiques, et en termes d'implication de la société civile dans l'évaluation.

3. Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de travail annuel 2023, le Groupe de travail de l'AFROSAI sur l'indépendance des ISC, présidé par la Cour des comptes algérienne, a organisé une réunion du 12 au 14 septembre 2023 à Alger.

Cette réunion avait pour objectif principal la définition d'une approche proactive, collaborative et ambitieuse pour renforcer l'indépendance des ISC africaines. Ceci est un gage pour toutes les ISC africaines pour acquérir leur crédibilité auprès des pouvoirs publics et la reconnaissance des citoyens pour leur contribution effective et de qualité à la gestion transparente et intègre des deniers publics.

4. Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail de l'ARABOSAI pour la formation et la recherche scientifique pour l'année 2023, la Cour des comptes

de l'Algérie a organisé du 17 au 20 septembre 2023, en collaboration avec ladite organisation, un séminaire de formation portant sur le thème "les normes comptables internationales".

Trente et un (31) représentants des différentes ISC, membres de l'ARABOSAI, ont participé à ce séminaire, qui s'est articulé autour des principaux thèmes suivants:

- Principes généraux de l'élaboration des normes comptables internationales et choix de méthodes comptables.
- Les Normes internationales d'information financière (IAS/IFRS), et les Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).
- Exercice de l'audit financier sur les états financiers basés sur les normes comptables internationales.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

COUR DES COMPTES

L'ISC de la Côte d'Ivoire

1. Le Vice-Président de la République, M. Tiémoko Meyliet KONE, était représenté par le Président de l'ISC de la Côte d'Ivoire à la célébration solennelle de la journée internationale de lutte contre la corruption, dont les assises organisées par la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG) se sont tenues le 21 décembre 2023 à Abidjan, au Sofitel hôtel Ivoire de Cocody.

Cette cérémonie dont le thème central est «20 ans de la Convention des Nations Unies contre la corruption, unissons le monde contre la corruption» a enregistré la présence de nombreuses personnalités dont des Présidents d'institutions de la République, des membres du gouvernement, des autorités administratives et coutumières, des fonctionnaires internationaux, des représentants des organisations de la société civile et du secteur privé, ainsi que des partenaires techniques et financiers issus des organisations multilatérales et bilatérales.

Dans son message livré par le Président de la Cour des comptes

M. Kanvaly DIOMANDE à la faveur de l'édition 2023 de cette journée, le Vice-Président de la République a insisté sur l'union de la chaîne des parties prenantes à la lutte contre la corruption. "Le thème de la présente édition a mis l'accent sur l'union, celle qui doit rassembler tous les acteurs impliqués. Car en réalité, en matière de lutte contre la corruption et les infractions assimilées, l'union n'est pas une option. C'est l'unique voie à emprunter pour fédérer les intelligences, diversifier les compétences, démultiplier les capacités en vue de décupler les forces et diversifier les actions", a-t-il indiqué. Pour sa part, M. Epiphane ZORO Bi Ballo, Président de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG) a engagé son institution à prendre une part active dans ce processus. "La commémoration de l'édition 2013 de cette journée survient dans un contexte fortement marqué par les résultats du Second cycle des Evaluations Mutuelles du dispositif national de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme et de la

Prolifération des Armes de Destruction Massive (LBC/FT-PADM). Ces évaluations ont révélé de nombreuses vulnérabilités et menaces liées aux interactions entre le blanchiment de capitaux et la corruption. Face à cela, la haute Autorité s'engage pour la Bonne Gouvernance, aux côtés du Gouvernement et de tous les autres acteurs, à renforcer la lutte contre la corruption et les infractions connexes, à travers l'intensification du mécanisme de déclaration de patrimoine des agents publics", a-t-il précisé. Et d'ajouter: "Par ailleurs, la HABG a pris l'initiative d'élaborer et de mettre à la disposition des administrations publiques et privées des outils de prévention pour renforcer le suivi et la détection des infractions de corruption et de blanchiment de capitaux. La mise en place de tout ce dispositif, en plus de ceux des autres acteurs impliqués dans la lutte contre ce fléau, vise à éviter à notre pays, les risques de se retrouver mis sous surveillance par les instances internationales (GAFI, GIABA)". Au programme de cette journée, quatre (4) panels thématiques animés par des représentants de ministères et structures de

gouvernance ou de lutte contre la corruption et les infractions assimilées.

Notons qu'au plan national, l'édition 2023 de cette journée Internationale de lutte contre la corruption se décline autour du thème "Unissons-nous pour lutter efficacement contre la corruption, l'enrichissement illicite et le blanchiment de capitaux".

2. Dans le cadre d'un partenariat de coopération entre les deux ISC des finances publiques, une délégation de huit personnalités de la Cour des comptes de la République de Guinée, conduite par son Premier Président à ce moment là M. Joseph Saa KADOUNO, a entamé le lundi 26 juin 2023 une visite de travail de cinq (5) jours au siège de la Cour des comptes de la Côte d'Ivoire, sis à Abidjan Cocody Angré. Elle a été reçue par Monsieur Kanvaly DIOMANDE, Président de la Cour des comptes de Côte d'Ivoire, entouré pour la circonstance des membres du Comité de direction de ladite Institution.

À l'issue de la séance de travail de prise de contact de près d'une heure qui a réuni les deux délégations, le Président

Kanvaly DIOMANDE s'est réjoui de la qualité des échanges qu'il a eu avec son homologue de la République de Guinée et ses collaborateurs. Il les a assurés de l'entière disponibilité de ses équipes à partager avec eux l'expérience ivoirienne et à renforcer la coopération avec la Cour des comptes de Guinée. "Les ISC sont déjà en réseau au niveau du CREFIAF, c'est-à-dire au niveau de l'Afrique francophone, mais aussi au niveau de l'AFROSAI, c'est-à-dire de l'Afrique tout entière. Monsieur le Président KADOUNO et moi, nous nous rencontrons régulièrement. Il a souhaité venir profiter de l'expérience de la Côte d'Ivoire. C'est les bras ouverts que nous les accueillons", a-t-il dit.

Non sans préciser: "qu'ils veulent savoir comment nous sommes organisés, comment nous effectuons le contrôle. J'ai déjà eu l'occasion de le dire plusieurs fois. Le contrôle des ISC est normé. Donc, nous travaillons presque tous de la même façon. Le problème est de savoir dans la pratique comment chacun surmonte les difficultés rencontrées. Donc Monsieur le Président vient s'enquérir de la manière dont nous

surmontons les difficultés rencontrées sur le terrain en Côte d'Ivoire". Et d'ajouter "La Guinée est un pays frère. Les plus hautes autorités de la République nous ont vivement encouragés à travailler avec toutes les Institutions sœurs. Donc, nous les accueillons les bras ouverts".

Pour sa part, le Premier Président de la Cour des comptes de Guinée a souligné qu'il était venu s'inspirer de l'expertise et la dextérité de l'ISC ivoirienne en matière de contrôle des finances publiques. "Nous avons un an d'existence, donc nous avons décidé de visiter la Côte d'Ivoire pour être en phase avec l'ISC de Côte d'Ivoire. Nous venons nous enquérir des expériences de l'ISC de la Côte d'Ivoire" a expliqué le Président KADOUNO.

Notons qu'au programme de ce séjour en terre ivoirienne qui s'est poursuivi jusqu'au 30 juin 2023, la délégation guinéenne a rencontré d'autres Présidents d'Institutions et a pris part à plusieurs séances de travail, notamment avec le Parquet Général près l'ISC de la Côte d'Ivoire et les différentes Chambres de la l'ISC de la Côte d'Ivoire.

L'ISC de l'Égypte

1. La participation de L'ISC de l'Égypte à de nombreuses initiatives lancées par l'Initiative de Développement de l'INTOSAI (IDI), telles que:

- **L'Initiative des acteurs du changement pour un avenir équitable en matière d'audit (EFA)** dont l'un de ses principaux objectifs est de soutenir la transformation des ISC en un avenir équitable en matière d'audit en appliquant la stratégie de transformation pour cet avenir et en menant le processus d'audit dans les ISC de haute qualité sans retarder la préparation du rapport d'audit.
- **L'Initiative de formation professionnelle des auditeurs des ISC (PESA)**, dont l'un des objectifs les plus importants est de fournir aux auditeurs des ISC une formation professionnelle qui leur permettra de mener des audits compatibles avec les normes de l'INTOSAI et de soutenir la mise en œuvre des normes de l'INTOSAI dans les ISC.
- **L'Initiative: Tirer parti de l'avancement technologique (LOTA)** dont l'un de ses objectifs le plus importants est de

transformer un groupe d'auditeurs des ISC en agents de changement dans le but d'introduire la technologie dans le monde de l'audit dans leurs ISC, en examinant leurs environnements d'audit interne et externe pour élaborer une stratégie permettant de bénéficier de la technologie dans les opérations d'audit et d'examiner l'utilisation de la technologie par les gouvernements.

Dans le cadre de la même initiative, un membre de l'ISC de l'Égypte a participé, le 22 novembre 2023, en tant qu'intervenant lors de l'événement virtuel des discussions de l'initiative de pionniers du développement technologique (LOTA Talks) liés à la cybersécurité. Sa participation était sur demande de l'IDI.

2. L'ISC de l'Égypte a organisé un cours d'apprentissage, en ligne (eLearning) sur "l'audit de conformité conformément aux normes de l'INTOSAI", en coordination avec l'ARABOSAI, en utilisant la plateforme d'apprentissage en ligne de l'organisation. Ce cours a duré quatre semaines durant la période du 9 janvier au 6 février 2023.

(28) participants des ISC membres de l'ARABOSAI ont participé à ce cours, qui visait à fournir un matériel scientifique de haute qualité aux employés des ISC pour leur permettre de développer leurs compétences dans divers domaines liés aux travaux d'audit afin de leur permettre de décrire les tâches de l'audit de conformité dans la mesure où elles sont conformes aux normes internationales des ISC, en particulier sur les points suivants:

- Désignation des concepts et des éléments de l'audit de conformité.
- Compréhension de l'entité soumise au contrôle.
- Évaluation des risques, y compris les risques de fraude.
- Détermination de la matérialité.
- Détermination de la stratégie et du plan du contrôle.
- Éléments probants et techniques de collecte conformément aux normes de l'audit de conformité.
- Évaluation des éléments probants et des conclusions.
- Formulaire et contenu des rapports de suivi du processus de l'audit.

3. S.E. le Conseiller Hesham Badawy, Président de l'ISC de l'Égypte a reçu son homologue, le Président de l'ISC du Royaume d'Arabie Saoudite; S.E. Dr Hossam Al-Angari, le 19 janvier 2023, dans le cadre de l'activation du protocole d'entente signé entre l'ISC de l'Égypte et l'ISC du Royaume d'Arabie Saoudite pour la coopération dans le domaine de la comptabilité, de l'audit et du travail professionnel.

Cette visite fait suite à l'invitation adressée de S.E. le Conseiller Hesham Badawy, Premier Vice-Président de l'INTOSAI, dans le contexte des préparatifs égyptiens en cours d'accueillir l'INCOSAI XXV, et de discuter des moyens de coopération commune entre les deux ISC et du soutien pour la prochaine présidence de l'ISC de l'Égypte de l'INTOSAI, ainsi que de l'ouverture à tous les mécanismes de coordination entre les deux côtés sur les questions d'intérêt commun, en outre d'envisager le développement d'un mécanisme de consultation et de coordination commune sur les questions liées aux travaux du Groupe de travail de l'INTOSAI sur la planification stratégique (TFSP).

4. Le 9 février 2023, S.E. le Conseiller Hesham Badawy; Président de L'ISC de l'Égypte a reçu S.E. Dr. Margit Kraker, Présidente de l'ISC d'Autriche et Secrétaire Générale de l'INTOSAI, grâce à l'invitation de S.E. le Président de l'ISC de l'Égypte qui a été émise en juin 2022. La visite a eu lieu pour promouvoir la coopération entre l'ISC de l'Égypte en tant que Vice-Président de l'INTOSAI et la communauté de l'INTOSAI.

La réunion a abouti à un consensus complet de visions concernant le plan de travail pour la prochaine phase, et sur les axes d'intérêt commun entre les deux côtés.

Au cours d'une séance de discussion élargie entre les deux côtés, S.E. le Conseiller Hesham Badawy a évoqué les fondements du programme de travail de l'ISC de l'Égypte en tant que Premier Vice-Président de l'Organisation et à la lumière de sa prochaine présidence, qui consiste à mettre en œuvre les objectifs du nouveau plan stratégique de l'INTOSAI 2023-2028 et de s'appuyer sur les résultats de l'INCOSAI XXIV, tels que reflétés dans la déclaration de Rio de Janeiro, en particulier dans le domaine de la capacité

des ISC à mieux s'adapter aux changements et à répondre aux urgences et dans le domaine du suivi de la réalisation des ODD. À cet égard, il a passé en revue l'expérience de l'ISC de l'Égypte dans le suivi de la mise en œuvre de certaines initiatives lancées par l'État égyptien, notamment l'initiative "Hayah Karima" au sens de "Vie Décence" afin d'améliorer le niveau de vie et de mettre à niveau les services quotidiens fournis aux citoyens dans les communautés rurales et les villages ciblés, ainsi que l'expérience de l'ISC de l'Égypte dans le contrôle des projets géants de développement liés aux dimensions du développement économique et des infrastructures. Il a expliqué que l'ISC de l'Égypte place désormais parmi ses priorités les décisions et les résultats du Sommet COP 27 sur le climat qui s'est tenu à Charm el-Cheikh en novembre 2022. De son côté, Dr Margit Kraker a salué le soutien égyptien aux objectifs du nouveau plan stratégique de l'INTOSAI et s'est réjouie de la convergence de vues entre l'ISC d'Autriche et l'ISC de l'Égypte sur le rôle

des ISC dans le suivi de la mise en œuvre des ODD et de faire face aux défis découlant du changement climatique.

5. S.E. le Conseiller /Hesham Badawy; Président de l'ISC de l'Égypte a reçu une délégation de haut niveau composée de membres de la Commission parlementaire des affaires financières chargée de superviser le Bureau de l'Auditeur Général d'Ouganda, en plus d'un certain nombre de hauts fonctionnaires du Bureau de l'Auditeur Général d'Ouganda. La visite de la délégation ougandaise visait à :

- Identifier et bénéficier du cadre juridique d'audit en vigueur au sein de l'ISC de l'Égypte et du degré d'habilitation accordé par ce cadre dans l'exécution des tâches nationales.
- Profiter de l'expérience égyptienne en matière de gouvernance des travaux d'audit financier et identifier les cadres juridiques qui régissent les relations entre les ISC et les autorités parlementaires.

Dans ce contexte, l'ISC de l'Égypte a organisé des séances pour exposer le rôle, les compétences et les pouvoirs de l'ISC en introduisant les cadres juridiques,

les méthodologies et les méthodes de contrôle appliquées, l'inspection technique des travaux d'audit et de contrôle de qualité, ainsi que les mécanismes de coopération et du travail conjoint entre le Parlement égyptien et l'ISC de l'Égypte afin de protéger les fonds publics et la gouvernance de performance dans le secteur public et gouvernemental.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'intérêt de l'Égypte à soutenir les relations de coopération avec les divers pays africains et sa réponse à tous les efforts visant à atteindre les ODD dans le continent africain.

6. L'ISC de l'Égypte a participé, le 7 mars 2023, aux activités de la réunion virtuelle des organes de l'AFROSAI en sa qualité de Président du Comité de Rédaction de la Revue Africaine de Vérification Intégrée. Ont participé à la réunion: l'ISC du Sénégal; Président du Comité Directeur de l'AFROSAI, la Direction Exécutive au Secrétariat Général de l'AFROSAI, et les ISC d'Afrique du Sud (l'ISC hôte), de Libye et du Cameroun, représentants des Organisations Sous Régionales des ISC africaines anglophones, arabophones et

francophones respectivement, ainsi que l'ISC du Kenya en sa qualité de Président du Comité de renforcement des capacités techniques et institutionnelles (CRCTI), et l'ISC du Niger en sa qualité de Président du Comité de renforcement des capacités organisationnelles (CRCO). L'objectif principal de la réunion était d'examiner les différentes modalités de travail des organes de l'AFROSAI à la lumière du nouveau statut de l'Organisation, afin d'identifier les domaines appropriés pour l'application efficiente et efficace des activités d'intérêt commun.

Lors de la réunion, la Direction Exécutive de l'AFROSAI a invité les partenaires de l'Organisation à poser un plan d'action en coopération avec l'AFROSAI, ainsi que la participation des deux Commissions techniques de l'AFROSAI (CRCTI et CRCO) à conceptualiser les mécanismes et les mesures visant à renforcer l'indépendance des ISC, ainsi qu'à solliciter le soutien de l'INTOSAI dans le même cadre.

La Direction Exécutive de l'AFROSAI a de même demandé de fournir les moyens financiers et non

financiers à toutes les ISC afin qu'elles puissent soutenir leur indépendance, et elle a recommandé l'échange de connaissances et d'expériences entre les institutions de contrôle, ainsi que l'organisation d'ateliers et de réunions d'introduction et de sensibilisation afin de sensibiliser les auditeurs au niveau des ISC à l'importance de l'indépendance des auditeurs et des ISC dans leurs travaux d'audit et de renforcer les moyens de communication entre l'Organisation, les ISC et les citoyens afin de renforcer la présence et la diffusion sur le continent africain.

7. La participation de l'ISC de l'Égypte à un cours de formation intitulé "Normes Comptables Internationales dans le Secteur Public: théorie et application (IPSAS)", qui s'est tenu au Koweït du 7 au 11 mai 2023, où la réunion a été caractérisée par l'efficiency et l'efficacité de la part des responsables de la réunion, du point de vue professionnel et organisationnel, et de la part des participants à la réunion. Au cours de la formation, le participant des Émirats Arabes Unis a mis en lumière l'expérience

de son pays dans la transition vers l'application des normes IPSAS "Comptabilité d'exercice" au cours des trois dernières années. Un membre du Conseil des Normes Comptables Internationales du secteur public a souligné, à travers une rencontre en ligne, l'importance de l'expérience de l'Arabie Saoudite dans la transition vers la mise en œuvre des normes IPSAS et les progrès qu'elle a réalisés à cet égard.

8. L'ISC de l'Égypte a accueilli en présentielle, du 8 au 10 mai 2023, la réunion annuelle du Groupe de travail de l'INTOSAI sur l'audit de la dette publique, en présence d'une délégation de haut niveau présidée par S.E. le Conseiller Hesham Badawy; Président de l'ISC de l'Égypte et S.E. le Conseiller Mohammed Al-Faisal Youssef; Vice-Président de l'ISC de l'Égypte, avec une large participation comprenant les chefs et représentants des ISC membres du groupe de travail, ainsi que des interventions en ligne de plusieurs parties concernées, parmi lesquelles le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, ainsi

que la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement.

Dans son discours d'ouverture, S.E. le Conseiller Hesham Badawy a souligné que l'amélioration de la gestion de la dette publique à travers la bonne planification de l'audit, l'évaluation efficace des risques et des contrôles internes, et l'amélioration des politiques de transparence et de divulgation, est devenu une exigence fondamentale pour les décideurs financiers et toutes les parties en vue de satisfaire aux exigences du développement durable.

9. L'ISC de l'Égypte a accueilli à distance, du 5 au 7 juin 2023, une réunion scientifique sur le thème "L'Audit Financier en temps de crises", en coordination avec le Secrétariat Général de l'ARABOSAI. La matière scientifique a été préparée et présentée aux participants par des membres expérimentés de l'ISC de l'Égypte. La réunion a abordé ce qui suit:

- Introduction sur les catastrophes.
- Les composantes du cycle de la gestion des catastrophes.

- Les techniques proposées pour l'audit dans les circonstances exceptionnelles.
 - Les procédures d'audit dans les circonstances exceptionnelles.
 - Échanges d'expériences entre les participants en présentant les expériences des ISC.
10. La participation virtuelle de l'ISC de l'Égypte, du 11 au 13 juillet 2023, au 3^{ème} séminaire professionnel de l'Association des ISC ayant en commun l'usage du français (AISCCUF) sur "L'audit des dépenses publiques durant la crise sanitaire et celui de la mise en œuvre des ODD". Le séminaire a été organisé en coopération avec l'ISC de Roumanie. Lors du séminaire, un accent particulier a été mis sur:
- L'audit des fonds dédiés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 dans le cadre de l'ODD n°(3) "Bonne santé et prospérité".
 - Les conséquences des travaux des ISC sur les parties prenantes ainsi que sur les citoyens dans le cadre de l'ODD n°(16) "paix, justice et institutions efficaces".
11. S.E. le Conseiller Hesham Badawy; Président de l'ISC de l'Égypte, a participé, virtuellement, le 19 juillet 2023, à la réunion du Comité de surveillance sur les questions émergentes (SCEI), étant le 1^{er} Vice-Président de l'INTOSAI. La réunion a été organisée par l'ISC du Brésil; Président de l'INTOSAI. Il a été convenu d'élaborer une stratégie pour l'avancement des travaux du Comité et une feuille de route pour mettre en œuvre cette stratégie. Les éléments les plus importants étaient:
- La formation d'un groupe d'experts pour mener des discussions sur les questions émergentes et recueillir des idées approfondies et prospectives sur la gestion des risques.
 - La formation d'un groupe principal de 8 fonctionnaires techniques des ISC membres du Comité (SCEI) pour s'engager dans des activités de prospective, de gestion des risques et d'élaboration des rapports, ainsi qu'un groupe flexible d'experts qui seront invités par le Président et le Vice-Président du Comité selon des sujets spécifiques.

- L'établissement d'un mécanisme de réponse rapide pour la gestion des crises, auquel participent le Président et le Vice-Président du Comité (SCEI), le Secrétariat Général de l'INTOSAI et le Président de la Commission des affaires politiques, financières et administratives (PFAC).

- La proposition de la création d'un centre d'études avancées pour relier les ISC et les milieux académiques, avec un conseil scientifique et un autre administratif. Les types de participation seront tels que: bourses, programmes invités et collègues chercheurs.

12. S.E. le Conseiller Hesham Badawy; Président de l'ISC de l'Égypte a participé, le 27 juillet 2023, à la table ronde d'échange de connaissances entre l'ISC de Russie et les ISC des pays africains, parmi les échanges du Forum économique et humanitaire Russie - Afrique dans le cadre du 2^{ème} sommet Russie-Afrique qui s'est tenu les 27 et 28 juillet 2023, à Saint-Petersbourg, (Fédération de Russie). La table ronde a abordé les points suivants:

- La bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.
- L'audit du développement durable: défis et opportunités.
- Le renforcement des capacités des ISC nationaux et régionaux.

13. L'ISC de l'Égypte a organisé, du 8 au 10 août 2023, un cours de formation virtuel (en anglais) pour des membres de L'ISC du Soudan du Sud, dans les domaines d'audit financier et d'audit de performance.

La formation a couvert une introduction et les points de base, puis une exposition de toutes les étapes de l'audit jusqu'à l'étape de l'élaboration du rapport pour chacun des deux types d'audit.

14. L'ISC de l'Égypte a accueilli, du 20 au 24 août 2023, un programme de formation, en présentiel au Caire, sur le thème "Analyse des données numériques" pour des membres de l'ISC du Sultanat d'Oman. Le programme a été présenté par des formateurs de l'ISC de l'Égypte ayant une expérience professionnelle dans le domaine, avec l'aide d'experts de l'Agence Centrale pour la Mobilisation Publique et les Statistiques, en Égypte.

Le programme a traité les thèmes suivants:

- L'introduction aux usages d'Excel, Power BI dans les travaux d'audit.
- L'évaluation des risques en utilisant Power BI.
- La matérialité et la détection des fraudes à l'aide d'outils de l'intelligence artificielle.
- Le raisonnement statistique et ses usages en audit.
- La statistique descriptive et les échantillons statistiques.

15. L'ISC de l'Égypte a accueilli au Caire, du 13 au 15 septembre 2023, la 7^{ème} réunion du Groupe de Travail de l'INTOSAI sur le Big Data (WGBD). Au cours de la réunion, l'ISC de l'Égypte a fait (4) présentations sous les titres suivants:

- L'audit dans un environnement des mégadonnées à l'aide des techniques de l'intelligence artificielle et des systèmes d'information géographique.
- Le rôle de l'intelligence artificielle à travers les mégadonnées.
- L'audit du commerce électronique à travers les mégadonnées.

- Un cas pratique sur la manière de bénéficier des mégadonnées dans l'audit du secteur bancaire.

16. Une délégation de l'ISC de l'Égypte, présidée par S.E. le Conseiller Hesham Badawy; Président de l'ISC de l'Égypte et Président du Groupe de Travail de l'INTOSAI pour la Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment d'Argent, et en présence de S.E. le Conseiller Mohamed Al-Faisal Youssef; Vice-Président de l'ISC de l'Égypte, a assisté, le 4 octobre 2023 à Abu Dhabi, aux Émirats Arabes Unis, à la 15^{ème} réunion du Comité de pilotage de la Commission de partage des connaissances (KSC SC). Au cours de la réunion, les groupes de travail de la Commission de partage des connaissances ont présenté leurs réalisations les plus importantes. La réunion s'est terminée par une recommandation de poursuivre le travail de l'organisation des séminaires, d'ateliers et de cours de formation, que ce soit en présentiel ou virtuellement, pour renforcer la diffusion des produits de la Commission.

17. S.E. le Conseiller Hesham Badawy; Président de l'ISC de l'Égypte et Président du Groupe de Travail de l'INTOSAI sur la Lutte Contre la Corruption et le Blanchiment d'Argent, a présidé la 16^{ème} réunion du Groupe de Travail, qui s'est tenue en Thaïlande du 10 au 12 octobre 2023. Au cours de ladite réunion le plan de travail du groupe 2023-2025 a été adopté.

Le Secrétariat technique du Groupe de travail de l'ISC de l'Égypte a présenté les réalisations du Groupe, le développement des lignes directrices et des documents de travail du groupe, et a suggéré d'en préparer davantage. Les représentants des ISC participants à la réunion ont fait des présentations sur les meilleures pratiques des ISC dans le domaine de la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, ainsi que sur le thème de la réunion, sur "le rôle des ISC dans l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la lutte contre la corruption".

La réunion s'est conclue par quelques recommandations dont les plus importantes étaient la promotion de l'utilisation des techniques de l'intelligence artificielle pour améliorer l'efficacité des opérations

de la lutte contre la corruption et la détection des opérations de blanchiment d'argent, l'appel à l'élaboration et à l'amélioration des législations, politiques, mesures et mécanismes de la lutte contre la corruption ainsi que l'orientation des efforts considérables pour former et développer les ressources humaines dans le domaine de la lutte contre la corruption et de l'utilisation de la technologie.

18. S.E. le Conseiller Hesham Badawy, Président de l'ISC de l'Égypte et son Vice-Président le Conseiller Mohamed Al-Faisal Youssef ont accueilli, du 17 au 25 octobre 2023, une délégation de l'ISC de Yémen, présidée par S.E. le Juge Abu Bakr Al-Saqqaf; Président de l'ISC pour bénéficier de l'expertise de l'ISC de l'Égypte dans plusieurs domaines tels que:

- L'audit de la dette publique et sa relation avec les politiques budgétaires et monétaires.
- L'audit et l'évaluation des procédures de comptabilité fiscale à différentes étapes.
- L'audit du secteur bancaire, spécialement la Banque Centrale.

Des experts de l'ISC de l'Égypte ont présenté l'expérience de l'ISC dans les domaines susmentionnés, où de nombreuses

discussions ont eu lieu pour échanger les expertises et les expériences entre les deux ISC afin d'améliorer les connaissances et les capacités de leurs employés.

19. L'ISC de l'Égypte a accueilli à son siège au Caire, du 29 au 31 octobre 2023, la 22^{ème} réunion de la Commission des normes professionnelles et de contrôle de l'ARABOSAI.

L'ISC de l'Égypte a présidé la réunion en tant que Président de la Commission et en présence du représentant du Secrétariat Général de l'ARABOSAI en tant que rapporteur de la Commission, et avec la participation des ISC membres de la Commission (L'Arabie Saoudite, le Bahreïn, la Palestine, le Sultanat d'Oman, la Jordanie, le Koweït, l'Iraq et le Maroc).

La réunion a abordé de nombreux points, parmi les plus importants:

- La discussion de la mise à jour de la base de données de la Commission.
- La discussion des critères de candidature pour la liste des spécialistes dans le domaine de l'assurance qualité.
- La discussion du manuel de contrôle qualité par les pairs.
- La discussion de mettre à jour le guide de l'assurance qualité.

- L'examen des activités réalisées du plan opérationnel 2023, l'élaboration du plan opérationnel de l'an 2024 et le partage des travaux entre les membres de la Commission.

20. L'ISC de l'Égypte a participé à la 77^{ème} réunion du Comité Directeur de l'INTOSAI, qui s'est tenue le 21 novembre 2023 au siège du Parlement autrichien à Vienne - Autriche, en présence d'une délégation de haut niveau présidée par S.E. le Conseiller Hesham Badawy; Président de l'ISC de l'Égypte et Premier Vice-Président de l'INTOSAI, S.E. le Conseiller Mohamed Al-Faisal Youssef; Vice-Président de l'ISC de l'Égypte.

Au cours de la réunion, S.E. M. le Président de l'ISC de l'Égypte a présenté un rapport sur les préparatifs de l'ISC de l'Égypte pour accueillir l'INCOSAI XXV, qui se tiendra à Charm el-Cheikh en 2025, en termes de l'organisation structurelle et des préparatifs de planification et de coordination du Congrès. Les principaux thèmes techniques du Congrès ont également été passés en revue, ainsi que l'annonce du logo officiel du Congrès.

En marge des activités de la réunion, S.E. le Président et la délégation de l'ISC de l'Égypte ont tenu une réunion bilatérale avec Mme Petra Susac; Directeur de

l'Académie Internationale Anti - Corruption, pour discuter des moyens de renforcer les relations de coopération avec l'Académie dans divers domaines de formation.

La réunion susmentionnée a coïncidé avec le 70^{ème} anniversaire de la fondation de l'INTOSAI ainsi qu'avec le 60^{ème} anniversaire de la fondation du Secrétariat Général de l'INTOSAI, dirigé par l'ISC de l'Autriche. Une célébration s'est tenue au siège du Parlement autrichien le 20 novembre 2023 pour fêter cette occasion et le Secrétariat Général a publié à cette occasion spéciale un livret commémoratif sur le thème "Le rôle des ISC dans le développement durable mondial". Le livret inclue un article édité par S.E. le Président de l'ISC de l'Égypte intitulé "Le rôle des ISC dans la réduction de la pauvreté et la promotion de l'égalité tout en luttant contre le changement climatique à travers le travail des ISC".

21. L'Égypte - représentée par son ISC - l'Accountability State Authority - a réalisé un nouvel exploit dans le domaine de l'audit en étant nommée au poste d'auditeur externe de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), basée à Vienne - Autriche, pour une période de deux ans à compter du

1^{er} juillet 2024, succédant à l'ISC de la Fédération de Russie.

Les ISC de la Corée du Sud, de l'Espagne, du Kenya, du Pakistan et de la Turquie avaient aussi présenté leur candidature pour obtenir ce poste qui a été finalement attribuée à l'ISC de l'Égypte par vote majoritaire lors de l'Assemblée Générale de l'Organisation le 30 novembre 2023.

L'Égypte a également remporté le poste de l'auditeur externe de l'ONU Tourisme, dont le siège est à Madrid - Espagne. Le processus de vote s'est déroulé au scrutin secret qui a eu lieu lors de l'Assemblée Générale de l'Organisation à sa 25^{ème} session, tenue les 18 et 19 octobre 2023, à Ouzbékistan. Les candidats à ce poste étaient l'Égypte et la Turquie.

Ces réalisations s'ajoutent aux efforts de l'ISC de l'Égypte visant à renforcer la présence égyptienne sur la scène internationale dans le domaine d'audit. L'Égypte ayant également été récemment nommée Président du Conseil des Auditeurs externes de l'Union Africaine pour les exercices financiers 2022 et 2023.



L'ISC de la Gambie

Renforcer les relations bilatérales avec les ISC sœurs

Dans le cadre de sa vision de renforcer la collaboration avec les ISC sœurs, l'Auditeur Général S.E. M. Modou Ceesay, accompagné de son équipe, a effectué une visite de courtoisie à l'Auditeur Général par intérim de la République fédérale du Nigeria (M. Andy Onwudili) pour discuter des domaines de

collaboration et d'apprentissage partagé entre les deux ISC.

La visite a été organisée parallèlement à l'atelier sous-régional de l'AFROSAI-E sur les systèmes de gestion de qualité organisé au Nigeria du 23 au 27 octobre 2023.



L'ISC de la Guinée-Bissau

Protocole de Coopération Entre les ISC de Guinée-Bissau et du Brésil

Le Président de la Cour des Comptes de Guinée-Bissau et, également, Président de l'Organisation des ISC de la Communauté des Pays Lusophones (OISC/CPLP), S.E. le Conseiller Amadu Tidjane Baldé, avec S.E. M. le ministre Bruno Dantas; Président de la Cour des Comptes du Brésil et Président de l'INTOSAI, ont signé, le 10 novembre 2022, à Rio de Janeiro, au Brésil, un protocole de coopération entre les deux ISC d'une validité initiale de cinq ans.

Ce Protocole vise à développer la coopération technique bilatérale entre les Parties signataires en matière de contrôle externe de l'application des ressources publiques, notamment dans le domaine d'audit du secteur public.

La coopération technique bilatérale portera sur la formation, les échanges, le transfert de connaissances, le soutien à la numérisation de la Cour des Comptes et la réalisation d'actions conjointes coordonnées dans le domaine d'audit gouvernemental.



L'ISC de la Libye

L'ISC de la Libye a organisé, les 17 et 18 juillet 2023, via la technologie de vidéoconférence, la réunion préparatoire virtuelle de la 16^{ème} Assemblée Générale de l'AFROSAI. Le Président de l'ISC de la Libye (Premier Vice-Président de l'AFROSAI et Président de l'Organisation Sous-Régionale des ISC Arabophones (AFROSAI-A) a présidé cette réunion, en présence des représentants de:

- L'ISC du Sénégal - Président de l'AFROSAI
- L'ISC du Cameroun - Secrétariat Général de l'AFROSAI et Président de l'Organisation Sous-Régionale des ISC Francophones (CREFIAF).
- L'ISC de l'Afrique du Sud - Secrétariat Général de l'Organisation Sous-Régionale des ISC Anglophones (AFROSAI-E).
- L'ISC de l'Égypte - Président du Comité de Rédaction de la Revue Africaine de Vérification Intégrée.
- L'ISC du Kenya - Président de la Commission de renforcement des capacités techniques et institutionnelles de l'AFROSAI.

- L'ISC du Niger - Président de la Commission de renforcement des capacités organisationnelles de l'AFROSAI.

La réunion a abordé les sujets suivants:

- La présentation des trois thèmes techniques qui seront discutés lors de la 16^{ème} réunion de l'Assemblée Générale de l'AFROSAI qui se tiendra en Libye en 2024:
- L'audit des subventions et de l'aide internationale.
- L'audit de la dette publique extérieure.
- La participation des citoyens et de la société civile au processus de l'audit.
- La présentation du rôle des ISC membres de l'AFROSAI dans la lutte contre le changement climatique. Les questions des émissions de carbone, de la hausse des températures mondiales et du soutien accordé aux pays africains pour réduire les effets négatifs du changement climatique ont été abordées. L'ISC de l'Égypte a appelé à la nécessité de fournir des indicateurs pour évaluer périodiquement le changement climatique et la diversité biologique.

- La présentation des contributions que les ISC peuvent apporter pour améliorer la mise en œuvre des objectifs de développement durable au cours des sept prochaines années.
- Le thème du nouveau concours scientifique de l'AFROSAI a été abordé et les participants ont suggéré que le Secrétariat Général de l'AFROSAI

s'adresse aux ISC membres de l'AFROSAI, pour proposer des thèmes techniques pour ce concours.



L'ISC du Maroc

1. La 27^{ème} réunion de l'Autorité du contrôle financier et administratif de l'Organisation Arabe pour le Développement Industriel, la Normalisation et l'Exploitation Minière, s'est tenue du 6 au 17 mars 2023 au siège de l'Organisation à Rabat, au Maroc. Les membres de ladite Autorité comprennent les ISC de plusieurs pays arabes, notamment parmi les pays africains, les ISC du Maroc, de la Mauritanie et de l'Égypte qui préside l'Autorité pour la deuxième session financière consécutive.

L'Autorité a passé en revue les travaux d'audit de toutes les transactions financières et administratives de

l'Organisation pour l'exercice 2022 et a présenté un rapport sur les recommandations et les propositions résultant des travaux d'audit. Ce rapport a été discuté lors de la réunion de la 63^{ème} session du Conseil Exécutif de l'Organisation, qui s'est tenue du 9 au 11 mai 2023, où une décision est faite à l'Assemblée Générale de l'Organisation pour adoption à sa prochaine réunion.

2. La 19^{ème} réunion du Comité de pilotage du Groupe de travail de l'INTOSAI sur l'audit environnemental (WGEA-SC), s'est tenue à Rabat, au Maroc, du 13 au 16 mars 2023. Parmi les résultats de la réunion:

- L'approbation du plan 2023-2025 du groupe de travail incluant deux thèmes principaux: La biodiversité et le changement climatique, et l'économie verte.
 - L'approbation des objectifs stratégiques et des indicateurs clés de performance du plan de travail 2023-2025.
 - La participation du groupe de travail à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique COP 28, aux Émirats Arabes Unis du 30 novembre au 12 décembre 2023.
 - L'acceptation d'accorder trois prix au lieu d'un seul prix aux ISC sur la base des travaux d'audit qu'elles effectuent et qui ont un impact environnemental.
3. La 2^{ème} réunion du Comité de l'audit de la technologie d'information de l'ARABOSA, s'est tenue au Maroc du 20 au 22 juin 2023 avec la participation des ISC membres du Comité, La réunion a porté sur de nombreux sujets clés, notamment:
- La discussion des aspects de coopération avec le Groupe de Travail sur l'audit de la technologie d'information de l'EUROSAI.
 - La révision du rapport de la participation à la rencontre scientifique sur les défis de l'identité numérique en coopération avec l'EUROSAI.
 - Le suivi des projets que le Comité est en cours d'achever pour la phase suivante, dont les plus importants sont le projet de l'élaboration du guide pour l'audit de la technologie d'information, le projet de maîtrise des besoins de formation, ainsi que le projet du renforcement des échanges des expertises et des expériences entre les ISC membres afin d'obtenir des avantages numériques avec une grande efficacité.
4. Le 12 septembre 2023, en présentiel, à Marrakech, au Maroc, s'est tenu un symposium sur le thème "Le rôle des ISC dans la promotion de la transparence, de l'intégrité et de la bonne gouvernance" organisé par le ministère de l'Économie et des Finances du Maroc en coopération avec la Cour des Comptes du Maroc, présidée par Mme Zaineb Al-Adawi. Ce symposium s'inscrit dans le cadre d'une série d'événements organisés par le Maroc à l'occasion de l'accueil des assemblées annuelles du Groupe de la

Banque Mondiale (BM) et du Fonds Monétaire International (FMI) en octobre 2023 à Marrakech. M. Jesko Hentschel; Directeur du département Maghreb et Malte à la Banque Mondiale, a participé au symposium, ainsi qu'un certain nombre de Présidents et dirigeants de certaines ISC, dont S.E. M. Bruno Dantas; Président de l'ISC du Brésil et Président de l'INTOSAI. S.E. le Conseiller Hesham Badawy; Président de l'ISC de l'Égypte et Premier Vice-Président de l'INTOSAI, et M. José Tavares, Président de l'ISC de Portugal ont aussi participé à ce symposium.

Le symposium visait à échanger les expériences et les idées sur les questions émergentes et les défis liés à la contribution des ISC au renforcement du système de transparence, d'intégrité et de bonne gouvernance dans le secteur public. Les discussions ont porté sur les trois sujets suivants:

- Les partenariats institutionnels pour renforcer la transparence et l'intégrité publique.
- Les stratégies d'audit pour les ISC au service du renforcement de la transparence et de l'intégrité publique.

- La transformation numérique comme moyen de renforcer la transparence, l'intégrité publique et la bonne gouvernance.

Dans le même cadre, L'ISC du Maroc a organisé, le 14 octobre 2023 une table ronde autour de la thématique **"La contribution des ISC à la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 des Nations Unies"**.

Les discussions de cette table ronde ont portées sur les sujets suivants:

- Les réalisations des ISC concernant le suivi du travail des gouvernements dans la mise en œuvre des ODD.
- L'identification des priorités clés des ISC dans le contexte de l'Agenda 2030; et la promotion d'une compréhension commune du rôle central des ISC comme catalyseur dans la réalisation des objectifs de 2030.
- L'exploitation des méthodologies d'audit innovantes et le développement de nouvelles pratiques d'audit et des partenariats pour une exécution efficace et rapide des ODD.

5. Un atelier sur "la gestion des risques" s'est tenu du 20 au 24 novembre 2023 à Rabat, au Maroc, dans le cadre des activités de l'initiative CRISP, qui a été lancée par l'initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) en 2020 comme une réponse directe aux besoins des ISC découlant de la pandémie de Covid-19 et visant à renforcer les capacités des ISC dans les domaines de la gestion des risques, de la continuité des activités et de la gestion des crises. Elle se concentre sur la mise en place et l'amélioration des processus de gestion des risques et des

crises pour aider les ISC à faire face aux perturbations futures.

L'atelier a été consacré à la composante gestion des risques conformément aux exigences de la norme ISO 31000, ainsi qu'à l'apprentissage de la méthodologie de gestion des risques et de l'expertise des ISC dans ce domaine.



Cour des comptes du Maroc

L'ISC de la Tunisie

1. Le Secrétariat Général de l'ARABOSAI a abrité, en présentiel, les 85^{ème} et 86^{ème} réunions du Comité technique permanent des affaires de la Revue "l'Audit Financier", du 9 au 13 janvier 2023 et du 12 au 16 juin 2023 respectivement à son siège, en Tunisie. Ont participé aux deux réunions les représentants des ISC membres du Comité. Les réunions ont porté sur la préparation du matériel scientifique des numéros 81 et 82 de la Revue, incluant des actualités concernant

l'Organisation et les ISC membres, les cours de formation et la sélection des articles édités et traduits pour la publication dans la Revue, en plus la préparation de l'Éditorial de chacun des deux numéros.

2. La réunion de l'Autorité de Contrôle Financier de l'Organisation Arabe pour l'Éducation, la Culture et la Science (ALECSO), s'est tenue du 2 au 14 mai 2023 au siège de l'Organisation en Tunisie.

Les membres de ladite Autorité comprennent les ISC de plusieurs pays arabes, notamment parmi les pays africains, les ISC de l'Égypte, de la Lybie, du Maroc, et de la Tunisie sous la Présidence de l'ISC de Palestine.

L'Autorité a passé en revue les travaux d'audit de toutes les transactions financières et administratives de l'Organisation pour l'exercice 2022 et a présenté un rapport sur les recommandations et les propositions résultant des travaux d'audit à être soumis au Conseil Exécutif de l'Organisation.

Une rencontre de formation sur le thème "La formation des cadres des ISC membres de l'ARABOSAI pour pratiquer l'examen par des pairs" s'est tenue en Tunisie du 2 au 6 octobre 2023. Les objectifs de la rencontre se sont concentrés sur une introduction sur l'examen par des pairs en termes de sa nature, ses buts, ses principes et les étapes de sa mise en œuvre, où le guide de l'examen par les pairs (GUID 1900) et les applications et pratiques liées à la réalisation d'audits d'assurance qualité par les pairs ont été abordés.



Cour des comptes de la Tunisie

Actualités des Commissions

Techniques de l'AFROSAI

Actualités des Commissions

Techniques de l'AFROSAI

La Commission de Renforcement des Capacités Techniques et Institutionnelles

1. Activités du Groupe de Travail de l'AFROSAI pour l'Audit Environnemental (AFROSAI WGEA)

1) Le Secrétariat de l'AFROSAI WGEA (l'ISC du Nigeria) a organisé une réunion, en présentiel de 5 jours, pour l'audit coordonné du fleuve Niger du 31 juillet au 4 août 2023 à Douala, Cameroun.

L'objectif principal de la réunion était de discuter l'audit du bassin du fleuve Niger, qui est au stade du rapport, et d'examiner les projets de rapports nationaux des ISC participantes.

À cet égard, les participants ont fait des présentations de leurs ISC. Parmi les participants se trouvaient des représentants des ISC des États membres, notamment le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Tchad.

Le Chef du Secrétariat du Groupe de Travail, a déclaré que les participants étaient à Douala pour examiner les projets de rapports des ISC afin de garantir la conformité avec la matrice de conception d'audit et le modèle de rapport. La réunion avait également pour but d'identifier l'état actuel, les forces et les défis des ISC.



2) L'ISC du Nigeria, Président de l'AFROSAI WGEA a organisé un programme de formation pour le Groupe de Travail sur le thème "Examen de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique", qui s'est tenu, virtuellement, du 21 au 25 août 2023.

Les ISC de l'Égypte, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda participantes à la réunion ont fait des présentations et des conférences sur le sujet de la formation, parmi lesquelles celle du Secrétaire du Groupe de Travail. Des responsables du Centre International pour l'Audit Environnemental et le Développement Durable (iCED) ont fait aussi des présentations.

Le programme de formation s'est conclu par quelques recommandations dont les plus importantes étaient les suivantes:

- La nécessité pour les ISC d'examiner la politique nationale en matière de la biodiversité et ses composantes, d'auditer les comptes et d'engager la responsabilité des gouvernements par rapport aux dépenses consacrées au changement climatique, ainsi que d'examiner les impacts économiques du changement climatique.

- La concentration sur les résultats, les réalisations anticipés et les recommandations effectives en termes de coûts-avantages.
- Les gouvernements doivent gérer les dépenses pour prendre les mesures nécessaires face au changement climatique.
- La nécessité de concevoir un audit de la désertification et de concevoir des programmes d'audit des déchets plastiques.
- Bénéficier de l'expérience africaine en matière du remédier contre la désertification (la Grande Muraille Verte) et la reproduire dans différents pays.

3) Au cours de la période du 27 au 29 novembre 2023, l'ISC de Nigeria Président du Groupe de Travail, a accueilli la 11^{ème} réunion du Groupe de Travail qui s'est tenue de manière hybride à Abuja, Nigeria.

La réunion a abordé les points suivants:

- Des sessions sur la continuation du changement climatique et son impact en Afrique. Les efforts des gouvernements africains pour atténuer et s'adapter aux effets du changement climatique et le rôle des ISC dans la lutte contre le changement climatique ont été examinés.

- La discussion du rapport des activités du Groupe de Travail.
- La lutte contre la désertification à travers la Grande Muraille Verte Africaine et la conservation des forêts à Nigeria.

2. Activités du Groupe de Travail du Professionnalisme:

Le Groupe du Groupe de Travail du Professionnalisme présidé par l'ISC de l'Afrique du Sud a organisé un séminaire en ligne, le 3 octobre 2023, sur la formation professionnelle des auditeurs et la qualité des résultats.

Le séminaire a abordé certains sujets, dont les plus importants étaient les suivants:

- Les principaux défis auxquels les ISC doivent faire face pour attirer et recruter les personnes les mieux qualifiées.
- Le rôle et les responsabilités de l'ISC au niveau général dans le cadre de la Norme

Internationale ISSAI 150 issue de l'INTOSAI.

- Les partenariats avec les organisations professionnelles, expliquant le rôle des institutions comptables professionnelles et clarifiant le rôle de la Fédération Pan africaine des Comptables (PAFA) et son impact sur la profession de la comptabilité.
- Accroître l'attention portée à la spécialisation et à la compétence des professionnels des ISC.
- Comment évaluer la qualité des résultats des ISC.
- Les principaux objectifs de la Norme Internationale ISSAI 140 sur le contrôle qualité pour les ISC.
- L'étendue des améliorations dans le processus de gestion de la qualité au sein de l'AFROSAI-E.
- L'importance du rapport d'audit de la qualité vu la qualité des résultats.

La Commission de Renforcement des Capacités Organisationnelles

La Commission de Renforcement des Capacités Organisationnelles a tenu une réunion présidée par l'ISC du Niger, du 18 au 20 janvier 2023. Certains Groupes de Travail émanant de cette Commission ont été créés (Groupe de Travail sur l'Évaluation des ISC, Groupe de Travail

sur le Leadership, La Transparence et La Responsabilité).

- L'ISC du Maroc; Vice-Président de la Commission s'est chargée des tâches de la présidence de la Commission de Renforcement des Capacités Organisationnelles après les récents événements au Niger.

Actualités de l'AFROSAI-E
(Secrétariat: ISC de l'Afrique du Sud)

L'Organisation Sous Régionale des ISC Anglophones AFROSAI-E (Secrétariat: ISC de l'Afrique du Sud)

Tout au long de l'année, l'AFROSAI-E a continué à travailler sans relâche pour réaliser sa mission consistant à faire une différence dans la performance des 26 ISC membres.

Les activités de renforcement des capacités en 2023 comprenaient des ateliers de formation régionaux et sous régionaux, des interventions de soutien ciblées dans les pays, ainsi que la production et la mise à jour de guides techniques et de matériels de recherche.

Points saillants des interventions régionales de renforcement des capacités:

En 2023, l'AFROSAI-E a mis en place plusieurs ateliers régionaux et sous régionaux sur divers sujets. Ces ateliers offrent une occasion inestimable de permettre aux participants d'acquérir de nouvelles compétences. De plus, le fait que plusieurs ISC soient représentées à ces ateliers permet un partage essentiel de connaissances et d'expériences entre les participants.

Donner aux ISC membres des guides et des formations sur la méthodologie d'audit est une priorité clé. Des ateliers régionaux et sous régionaux ont été

organisés pour aider davantage les ISC à adopter et à personnaliser les manuels d'audit financier et d'audit de conformité lancés en 2021. Grâce à ces interventions, la compréhension et l'application de l'ISSAI 2600 (audits d'un groupe) par les participants ont été également améliorées en ce qui concerne l'audit des états financiers consolidés, la conformité basée sur les risques, l'audit financier, la planification, l'identification des sujets et les rapports.

L'audit du secteur des industries extractives est complexe et dynamique. Pour soutenir les ISC membres dans ce domaine crucial, l'atelier régional annuel sur les industries extractives s'est concentré sur l'action en faveur de la transition énergétique. Avec la participation de 17 ISC et de plusieurs experts du secteur, l'atelier a débouché sur des plans d'action cruciaux pour la mise en œuvre des résolutions essentielles concernant

l'élaboration de stratégies, la surveillance sectorielle et l'évaluation des risques. À la suite de cet atelier, l'Initiative du Groupe Sectoriel des Industries Extractives a été lancée afin de permettre aux ISC de mettre en place des structures dédiées pour surveiller le secteur, identifier les risques et proposer des thèmes d'audit pertinents.

En plus du cours sur l'audit de performance en trois modules, qui forme des équipes d'audit à la production d'un rapport d'audit de performance du début à la fin, un atelier régional a été réalisé pour aider les cadres supérieurs de l'audit de performance à renforcer leurs compétences en matière de supervision et d'examen. La formation a compris la planification globale de l'ISC en matière d'audit de performance, de planification opérationnelle et stratégique, de supervision et de soutien des auditeurs de performance et des équipes d'audit, ainsi que l'examen des projets d'études préalables et de rapports d'audit de performance.

AFROSAI-E a organisé plusieurs ateliers régionaux pour renforcer les capacités des auditeurs des technologies de l'information. Il s'agissait notamment de deux ateliers sur la cybersécurité et de

modules pour le programme des champions d'audit des technologies de l'information (IT Audit Champions Programme). Un module de niveau expert pour le programme Champions a été lancé afin de fournir aux auditeurs informatiques des compétences et une formation avancée.

La réunion annuelle du Groupe de travail sur l'audit et la gestion des systèmes d'information (WGISAM) s'est tenue en Namibie en septembre 2023. La réunion a débouché sur des résolutions traitant de la manière dont les ISC peuvent contribuer à améliorer la vie des citoyens grâce à l'audit des systèmes d'information critiques. La Banque Mondiale et le ministère namibien des technologies d'information et de communication ont présenté un exposé sur le thème de la numérisation, en soulignant le rôle vital que les ISC peuvent jouer pour faciliter la transformation numérique du gouvernement.

Compte tenu de la grave menace que représente la corruption en Afrique, l'AFROSAI-E s'est associée à la "Bonne Gouvernance en Afrique", au "Corps des

volontaires des services financiers (FSVC)", à la "GIZ" et au "Fonds Mondial" pour organiser un séminaire anti-corruption. L'objectif était de créer la sensibilisation et l'action sur la manière dont les ISC peuvent contribuer aux efforts de la lutte contre la corruption de l'État et combler l'écart croissant entre les attentes en matière d'audit. Les participants venaient de 14 pays africains et comprenaient des auditeurs généraux et des agences anti-corruption. Le séminaire a produit un ensemble de résolutions clés sur la manière dont les ISC et les agences anti-corruption peuvent contribuer à la lutte contre la corruption.

La réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 est une priorité mondiale. AFROSAI-E mène des audits coordonnés des ODD pour aider les ISC membres à contribuer à cet objectif. Un atelier de formation régional a été réalisé pour les 12 ISC participant aux audits coordonnés sur l'agriculture, le changement climatique, l'éducation, l'égalité des sexes, l'eau, l'assainissement et les environnements

côtiers. Sept ISC ont déjà soumis des projets de rapport pour examen. Après la publication des rapports, l'AFROSAI-E a l'intention de publier un aperçu consolidé des principales conclusions dans la région.

Pour renforcer la capacité institutionnelle des ISC membres, l'AFROSAI-E a organisé des ateliers régionaux sur la gestion des ressources humaines, la communication et les relations avec les parties prenantes, l'indépendance des ISC, ainsi que le suivi, l'évaluation et l'apprentissage.

L'atelier régional sur la gestion des ressources humaines a attiré des participants de 15 ISC. L'atelier a favorisé un environnement dynamique qui a encouragé l'échange d'idées, d'expériences et d'opportunités et a fourni une plate-forme aux praticiens des ressources humaines (RH) pour relever collectivement les défis urgents des RH dans les ISC. En partageant leurs connaissances et leurs idées, les participants ont cherché des solutions qui profitent à leurs ISC individuelles et contribuent au renforcement global des ressources humaines dans la région.

L'atelier sous régional sur la communication et les relations avec les parties prenantes a été axé sur la capacité des participants à utiliser le guide technique de l'AFROSAI-E pour élaborer des stratégies et des plans de participation des parties prenantes. La communication interne était un autre domaine clé, et les participants ont eu l'occasion d'échanger des pratiques et de recueillir des idées auprès de leurs pairs.

Avec le soutien de la GIZ, l'AFROSAI-E a commencé à élaborer une loi sur l'audit model pour la région afin de renforcer l'indépendance des ISC. Un atelier régional a été organisé à l'intention des praticiens du droit pour examiner les travaux des consultants sur les examens juridiques et l'analyse comparative des cadres juridiques respectifs dans la région et dans d'autres régions sélectionnées de l'INTOSAI. Ceci est dans l'objectif de finaliser la loi sur l'audit model et les lignes directrices sur l'indépendance en 2024.

Un atelier de suivi, d'évaluation et d'apprentissage a été mis en œuvre pour 28 participants de 14 ISC. L'atelier a aidé

les ISC à élaborer et à mettre en œuvre des cadres de suivi et d'évaluation (S&E) pour faciliter le suivi de la mise en œuvre de leurs plans opérationnels. De plus, l'atelier a dévoilé les concepts clés du S&E et comment développer des indicateurs de performance clés pour suivre la performance organisationnelle.

Conformément aux principes de l'INTOSAI-P12 et aux exigences de l'ISSAI 130, les ISC sont censées utiliser IntoSAINT; la méthodologie de l'INTOSAI pour l'auto-évaluation de l'intégrité, ou un autre outil pertinent pour évaluer régulièrement les vulnérabilités de leurs processus de travail et améliorer la qualité de leurs services. L'AFROSAI-E a élaboré un programme pour déployer l'outil IntoSAINT afin d'aider les ISC à mettre en place des systèmes appropriés de contrôle de l'intégrité organisationnelle qui cultivent une culture d'intégrité publique pour une responsabilisation efficace. Il y a eu un atelier régional pour former les modérateurs d'IntoSAINT en vue du déploiement des évaluations de l'intégrité de l'ISC. Cet atelier intensif a compris des éléments d'apprentissage mixtes avec des composants

en ligne que les participants devaient compléter sur la plateforme d'apprentissage de l'AFROSAI-E.

Lancement de directives techniques nouvelles et mises à jour:

La conférence technique annuelle de l'AFROSAI-E est une occasion inestimable de partage de connaissances et de réseautage pour les membres, les partenaires et les parties prenantes. Il s'agit d'une rampe de lancement pour de nouveaux matériels d'orientation technique, d'une occasion pour les ISC membres de donner leur avis sur les succès et les défis de la mise en œuvre et d'une plateforme pour reconnaître l'excellence dans les réalisations des ISC membres.

Lors de la conférence technique de 2023, l'AFROSAI-E a lancé plusieurs directives techniques nouvelles et mises à jour. Celles-ci ont compris:

➤ Lignes directrices pour l'audit des industries extractives (3^{ème} édition)

- Lignes directrices sur les relations entre l'ISC et le Comité des comptes publics (CCP) (1^{ère} édition)
- Lignes directrices sur les relations entre les ISC et les Organisations de la Société Civile (1^{ère} édition)
- Lignes directrices sur l'audit du gouvernement local (exposé-sondage)
- Lignes directrices sur l'audit des Systèmes d'information (2^{ème} édition)



Réunions du Conseil des Auditeurs Externes de l'Union Africaine

Réunions du Conseil des Auditeurs Externes de l'Union Africaine

1. Sous la présidence de l'ISC de l'Égypte, la réunion du Conseil des Auditeurs Externes de l'Union Africaine (UA) s'est tenue dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba, le 26 mai 2023, où les rapports d'audit finaux de la Commission et des institutions de l'UA pour l'année 2022 ont été approuvés et signés en vue de les envoyer au Comité des représentants permanents (COREP), auprès de l'Union.

Dans son discours au Conseil, S.E. le Conseiller Hesham Badawy, Président de l'ISC de l'Égypte et Président du Conseil des Auditeurs Externes de l'UA - a exprimé son appréciation pour les efforts déployés par toutes les équipes d'audit - membres du Conseil - depuis le lancement de la stratégie globale d'audit préparée par l'ISC de l'Égypte et adoptée par le Conseil en décembre 2022. Ces efforts qui ont donné lieu à de nombreux résultats et recommandations importantes qui contribueront à protéger les ressources de l'UA, à renforcer la gouvernance de ses activités et à réformer son parcours

institutionnel. S.E. a également souligné, à cet égard, que les résultats des rapports d'audit finaux présenteront aux dirigeants et aux institutions des pays de l'UA des données importantes relatives à leur prise de décision politique et économique de façon qui répond aux aspirations des peuples du continent à la paix, à la sécurité et au développement durable.

Il convient de mentionner que l'ISC de l'Égypte assume la présidence du Conseil des Auditeurs Externes de l'UA pour les exercices financiers 2022 et 2023 après son élection lors de la réunion du Conseil en décembre 2022.

2. S.E. le Président de l'ISC de l'Égypte a aussi présidé la réunion du Conseil des Auditeurs Externes de l'UA, tenue à distance le 2 octobre 2023, au cours de laquelle a été approuvé:

- Les demandes des audits spéciaux demandées par le Conseil Exécutif de l'UA tenu les 13 et 14 juillet 2023 à Nairobi, au Kenya, conformément à sa résolution n°1218.

- Le calendrier proposé et approuvé par le comité des opérations d'audit pour achever les audits spéciaux demandés par le Conseil Exécutif de l'UA par sa décision n°1168, paragraphe 22, dont l'ISC de l'Égypte était précédemment chargée.
- Le calendrier de planification des activités d'audit au cours du dernier trimestre de 2023.

3. L'ISC de l'Égypte; Président du Conseil des Auditeurs Externes a participé à la réunion du COREP tenue virtuellement les 1^{er} et 3 novembre 2023, où les observations et recommandations les plus importantes résultant de l'audit des comptes de l'UA pour l'exercice financier du 2022 ont été présentées.

4. S.E. le Président de l'ISC de l'Égypte a présidé la réunion du Conseil des Auditeurs Externes, tenue à distance le 28 novembre 2023, au cours de laquelle les rapports d'audit spéciaux réalisés par les équipes d'audit de chacune des ISC de l'Égypte et de l'Algérie ont été discutés et approuvés au cours de la réunion.

5. S.E. le Président de l'ISC de l'Égypte a présidé, en présidentiel, la réunion du Conseil des Auditeurs Externes le 22 décembre 2023, au siège de la Zone

de libre-échange continentale africaine dans la ville d'Accra, au Ghana, où il a souligné dans son discours d'ouverture l'importance du rôle du Conseil des Auditeurs Externes dans la préservation des ressources de l'UA et l'importance de la poursuite de la coopération entre les membres du Conseil afin d'accomplir sa mission d'audit avec le plus haut niveau de qualité et de professionnalisme.

La réunion du Conseil a abouti aux conclusions suivantes:

- 1) L'adoption du rapport du Comité des Opérations d'Audit de l'UA soumis au Conseil sur les résultats de ses réunions au cours de la période du 18 au 21 décembre 2023.
- 2) L'adoption de la stratégie globale d'audit des états financiers des entités de l'UA et des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.
- 3) L'adoption de la méthodologie de la mise en œuvre des audits spéciaux que le Conseil Exécutif de l'UA a demandé au Conseil des Auditeurs Externes de mettre en œuvre au cours des années 2023-2024.

- 4) L'adoption du règlement intérieur des procédures exécutives révisé du Conseil des Auditeurs et du Comité des Opérations d'Audit.
- 5) L'adoption du rapport d'audit spécial soumis par l'ISC de Nigéria concernant l'enquête sur le non- recouvrement des prêts et avances à la Commission de l'Union Africaine le 31 décembre 2022.
- 6) Dans le cadre des efforts du Comité des Opérations d'Audit pour améliorer la qualité du processus d'audit, le Conseil a été informé de ce qui suit:
 - Le document de travail soumis par l'ISC du Maroc concernant les exigences de la soumission et d'audit des états financiers consolidés de l'UA.
 - Le guide pour l'élaboration des rapports d'audit conformément aux normes internationales d'audit, préparé par les ISC de Tanzanie et d'Afrique du Sud.
 - Les équipes d'audit appartenant au Conseil des Auditeurs continuent d'utiliser le guide d'audit de l'AFROSAI-E en attendant la préparation du guide du Conseil.



Réunions du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA)

Réunions du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA)

1. La réunion du **Comité des contrats du COMESA chargé d'examiner l'adoption des rapports d'évaluation des achats**

La République Arabe d'Égypte, avec la participation de l'ISC de l'Égypte, a présidé la réunion du Comité des contrats du COMESA, qui s'est tenue, à distance, le jeudi 4 mai 2023. À la lumière de certaines observations et demandes soulevées par le représentant de l'ISC de l'Égypte lors de la réunion, les rapports d'évaluation des opérations d'achat d'infrastructures menées par le COMESA ont été examinés et approuvés.

2. L'ISC de l'Égypte a participé à la 27^{ème} réunion du Sous-Comité d'audit et des affaires budgétaires du COMESA, qui s'est tenue, virtuellement, du 2 au 5 octobre 2023 via la technologie de vidéoconférence, en présence des membres du Sous-Comité actuel (Tunisie - Malawi - Maurice - Seychelles - Rwanda - Djibouti), et parmi les États membres du COMESA figurent le Burundi, Madagascar et la Zambie.

La réunion a abordé certains sujets, dont les plus importants étaient :

- Les rapports d'états financiers pour les exercices financiers 2021 et 2022.
- Le rapport sur la reformulation des contributions du COMESA et les recommandations présentées par le Secrétariat Général.
- Le rapport sur les états financiers consolidés du COMESA.
- Le résumé des rapports sur la performance du budget pour la période de janvier jusqu'à août 2023.
- Le rapport du programme de travail détaillé et le budget proposé de l'année 2024, du Secrétariat Général du COMESA, ses entités et les subventions.
- Il convient de noter que l'Égypte a été nommée membre du Sous-Comité d'audit et des affaires budgétaires du COMESA pour la période de 2024 à 2026 conformément à la décision du

Conseil des Ministres du COMESA du 6 septembre 2023, et que ce Sous-Comité comprend également l'Éthiopie, le Kenya, la Zambie, le Zimbabwe, le Burundi et la République Démocratique du Congo en tant que membres.

3. L'ISC de l'Égypte a participé à la 45^{ème} réunion du Comité des affaires administratives et budgétaires du COMESA, tenue, en présentiel, à Lusaka, en Zambie,

du 31 octobre au 2 novembre 2023. La réunion a abordé quelques sujets, dont les plus importants étaient:

- Le rapport du comité des ressources humaines.
- Le rapport de l'équipe de travail sur l'élaboration du cadre des certifications éducatives du COMESA.
- Le rapport du Sous-Comité d'audit et des affaires budgétaires.



